

[RAPPORT D'ANALYSE COMPOSITE TRANSNATIONAL]

*Analyse transnationale sur les besoins et les défis
éducatifs, socio-économiques et culturels des
femmes travaillant dans les zones rurales*

PRODUCTION INTELLECTUELLE 1 Activité 4. Analyse composite transnationale

DEX Group

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète les vues des seuls auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



CONTENTS

CONTENTS	1
1. Résumé	3
2. RuralFemmes project	4
2.1. Justification du projet	4
2.2. Objectif du projet.....	5
2.3. Résultats du projet.....	6
2.4. Résultats du projet.....	10
2.5. Bénéficiaires du projet.....	10
3. Méthodologie.....	11
3.1. Interaction avec les femmes rurales : questionnaires et focus groups.....	12
3.2. Interaction avec les experts : Think tanks	14
3.3. Analyse individuelle	15
4. Aperçu du contexte transnational	18
4.1. Contexte général	18
4.2. Contexte des rapports individuels	22
5. Résultat du projet.....	30
5.1. Profil démographique su répondant au questionnaire.....	30
5.2. Emploi.....	32
5.3. Activités de volontariat	34
5.4. Difficultés rencontrées par les femmes rurales pour accéder à la formation.....	35
5.5. Participation à des manifestations d'éducation et de formation.....	37
5.6. Raisons liées au travail pour entreprendre un programme de formation ou d'éducation.....	38
5.7. Caractéristiques importantes du programme de formation.....	38



5.8.	Mode de formation préféré.....	42
5.9.	Connectivité à Internet.....	43
5.10.	Contenu du programme de formation : aptitudes transversales de base, compétences clés.....	44
5.11.	Contenu du programme de formation. Compétences techniques spécifiques : agriculture durable, numérisation, esprit d'entreprise, finance et tourisme.....	46
5.12.	Promouvoir la formation.....	55
5.13.	Recommandations politiques.....	56
5.14.	Résumé des résultats de la recherche primaire.....	58
6.	Conclusions et recommandations.....	60
6.1.	Succès et limites de la méthodologie.....	60
6.2.	Contenu et structure de la formation suggérée.....	61
6.3.	Principales caractéristiques et modalités du programme de formation proposé.....	64
7.	References.....	68
8.	Annexes.....	69
8.1.	Annex I. General Questionnaire spreadsheet database.....	69
8.2.	Annex II. Focus Group Questionnaire spreadsheet database.....	69



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



1. Résumé

Le projet RuralFemmes, cofinancé par le programme Erasmus+, vise l'autonomisation et le soutien des femmes rurales par la promotion et l'amélioration de leur formation et de leur éducation. Cet objectif sera principalement atteint par la conception, le développement et l'expérimentation d'un programme de formation et d'encadrement destiné aux femmes rurales qui travaillent, sur la base des besoins qu'elles ont elles-mêmes identifiés.

Les partenaires ont adopté une approche ascendante. Les bénéficiaires ont été actifs dans le projet depuis le début, participant à l'identification de leurs besoins de formation et à la conception du programme de formation proposé. Les parties prenantes impliquées dans le soutien des groupes cibles ont également participé à cette phase d'identification transnationale.

Le présent document, l'analyse transnationale des besoins et des défis éducatifs, socio-économiques et culturels des travailleuses en milieu rural, est le résultat de la production intellectuelle du projet 1. Cette production intellectuelle est fondamentale, car elle facilitera la conception et la mise en œuvre du programme de formation proposé. Ce programme de formation sera adapté pour répondre aux besoins spécifiques des femmes rurales en matière d'éducation et aux lacunes en matière de compétences. Ce rapport a été conçu comme une analyse composite des quatre rapports nationaux individuels de la France, de l'Irlande, de l'Espagne et de l'Allemagne.

Après un aperçu du projet (Section 2), de la méthodologie utilisée (Section 3) et de quelques recherches de fond (Section 4), le document analyse au niveau transnational les informations et les contributions obtenues à la fois des femmes rurales et des experts participant à la recherche primaire dans les quatre pays du projet (Section 5). Les principales conclusions et recommandations des sections précédentes sont détaillées dans la section 6, qui vise à servir de base à la conception et à la mise en œuvre réussies d'un programme de formation transnational destiné aux femmes rurales, utile dans toute l'Europe.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



2. RuralFemmes project

2.1. Justification du projet

Les femmes jouent un rôle majeur dans la société civile et dans la croissance économique des zones rurales : elles sont un moteur pour leur entretien, leur conservation et leur développement, tant sur le plan culturel que socio-économique. Elles contribuent non seulement à la préservation des traditions, mais elles représentent également une part considérable de la main-d'œuvre sur le marché du travail et renforcent les campagnes face à un processus constant de dépeuplement. Le rôle que jouent les femmes dans le maintien de communautés dynamiques et d'entreprises viables est crucial pour le développement et la durabilité des zones rurales.

Malgré leur contribution cruciale, les femmes rurales sont toujours confrontées à de nombreux défis économiques, sociaux, culturels et éducatifs. L'écart entre les hommes et les femmes dû aux difficultés d'accès au marché du travail, à l'inégalité de traitement en matière d'opportunités d'emploi, de rémunération et de participation à la prise de décision est plus important dans les zones rurales. Le degré de participation des femmes aux activités économiques est plus faible, leur niveau d'éducation est plus faible et leur risque de pauvreté et d'exclusion sociale est plus élevé. En outre, les femmes rurales ne bénéficient souvent pas de l'aide des services publics en matière de soins familiaux.

Les zones rurales en Europe sont très diverses en termes de structure sociale et économique, de géographie et de culture. Par conséquent, les femmes rurales constituent un groupe hétérogène : elles ont des rôles et des occupations différents, dans les exploitations agricoles et les entreprises familiales, dans l'emploi en dehors du secteur agricole, dans le ménage et dans la communauté. Bien que cette situation ait changé depuis le milieu des années 90, où l'UE a joué un rôle majeur pour faire évoluer la situation, les besoins et les intérêts des femmes rurales dans les pays de l'UE varient encore considérablement. Toutefois, leurs besoins n'ont pas été correctement analysés et n'ont pas été suffisamment pris en compte.

Une lacune évidente se fait jour dans le secteur agricole, où les femmes n'ont pas un accès égal aux ressources et à une formation spécifique et ont tendance à gérer de petites exploitations. La grande majorité des femmes travaillant dans l'agriculture sont officiellement considérées comme des



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



"membres de la famille", même si la routine quotidienne de la gestion de l'exploitation est partagée à parts égales avec leurs partenaires. Selon les dernières données d'Eurostat, environ 30 % des exploitations agricoles de l'UE sont gérées par une femme. Mais si ces chiffres soulignent clairement que les chefs d'exploitation sont encore majoritairement des hommes, les données montrent également que les femmes sont extrêmement actives dans les exploitations agricoles, que ce soit dans les exploitations familiales (où près de 40 % des travailleurs sont des femmes) ou en tant qu'ouvrières agricoles régulières (un peu plus de 37 %).

Les recherches ont constamment montré que les femmes participent moins à la formation agricole que les hommes. D'autre part, comme l'indique le "Rapport sur les femmes et leur rôle dans les zones rurales" du Parlement européen, l'éducation est un outil fondamental pour promouvoir la valeur de l'égalité, qui ne doit pas être uniquement encouragée dans les écoles. L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe fondamental de l'Union européenne et de ses États membres et sa promotion un de ses principaux objectifs. Cela inclut l'augmentation et l'amélioration de la participation active des femmes sur le marché du travail rural.

Par conséquent, des efforts doivent être faits pour garantir l'accessibilité de la formation et de l'éducation, car elles sont essentielles à la survie économique et sociale des exploitations agricoles et des zones rurales. Maintenir la vie dans les campagnes et promouvoir le développement rural implique de soutenir le rôle des femmes en tant qu'agricultrices, éleveuses, artisanes et entrepreneurs. L'accès à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, la possibilité de valider les compétences acquises dans un environnement non formel, de se recycler et d'acquérir des connaissances et des compétences pouvant être utilisées sur un marché du travail en pleine évolution contribueront à accroître l'emploi des femmes et leurs conditions de vie dans les zones rurales.

2.2. Objectif du projet

Le projet RuralFemmes vise principalement à concevoir, mettre en œuvre et évaluer un programme de formation et d'encadrement destiné aux travailleuses rurales, sur la base des besoins et du manque de compétences qu'elles ont elles-mêmes identifiés. Le projet fournira les éléments suivants :

- Identifier et analyser les principaux besoins et défis des femmes travaillant dans les zones rurales qui accèdent à la formation.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



- Créer et mettre en œuvre un programme de formation basé sur les analyses répondant aux besoins et aux défis identifiés par les bénéficiaires finaux et les autres parties prenantes concernées.
- La formation de groupes de soutien régionaux, les groupes de réflexion sur le soutien aux femmes, composés d'acteurs concernés et de représentants des femmes dans chaque pays partenaire.
- Formuler et proposer des recommandations susceptibles d'améliorer les politiques liées à la promotion de l'éducation et de la formation des femmes rurales et à la réalisation de l'égalité des sexes.

2.3. Résultats du projet

Le principal résultat du projet sera le programme de formation transnational RuralFemmes, un programme de formation et d'encadrement sur mesure destiné aux femmes rurales pour acquérir et favoriser les aptitudes et compétences clés pour leur travail et leur vie quotidienne. Le programme sera caractérisé par sa transnationalité, son aspect pratique et la participation active et l'interaction des bénéficiaires finaux depuis sa création.

Le programme sera basé sur deux piliers :

A) LES COMPETENCES TRANSVERSALES DE BASE

En plus de soutenir les compétences clés telles que la communication, les compétences sociales et civiques et l'apprentissage de l'apprentissage, le programme se concentrera sur le développement des compétences mathématiques, numériques et entrepreneuriales, afin de répondre aux besoins changeants des femmes chefs d'entreprises dans les zones rurales.

Les compétences clés en termes d'aptitudes et de capacités sont importantes pour chaque adulte dans une société fondée sur la connaissance. Le développement des compétences clés améliore l'employabilité et élargit les possibilités d'épanouissement personnel, ce qui permet de mener une vie plus riche et plus heureuse. Les compétences clés sont un facteur important pour le développement social et économique et pour la création de richesses. Leur développement constitue donc un défi important.

En 2006, le Parlement européen et le Conseil ont adopté une recommandation sur les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, définie comme les compétences dont chaque



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



citoyen européen a besoin pour son épanouissement et son développement personnels, son emploi, son inclusion sociale et sa citoyenneté active.

Elle distingue/définit huit compétences clés, dont les citoyens ont besoin pour leur épanouissement personnel, l'inclusion sociale, la citoyenneté active et la capacité à travailler dans la société de la connaissance. Ces compétences sont liées, se chevauchent et se complètent les unes les autres. La figure 1 donne un aperçu de la définition et de la portée de ces huit compétences clés :



Figure 1. Key competences for lifelong learning





**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



B) LES COMPETENCES TECHNIQUES SPECIFIQUES

Outre l'acquisition de compétences clés (modules transversaux et obligatoires de l'expérience de formation), des compétences techniques spécifiques à chaque secteur d'activité seront également abordées :

1. Agriculture durable. axée sur les connaissances théoriques et pratiques de base qui favorisent une agriculture plus moderne et durable. La sélection des pratiques et des techniques incluses dans le programme tiendra également compte des critères d'efficacité économique et d'universalité.

2. Tourisme axé sur des contenus et des compétences spécifiques pour soutenir le développement d'entreprises prospères et durables liées à l'écotourisme, à l'agrotourisme et au tourisme rural.

3. Esprit d'entreprise et affaires également conçu comme une compétence clé, des compétences entrepreneuriales et financières/administratives supplémentaires seront encouragées pour les femmes qui dirigent des entreprises.

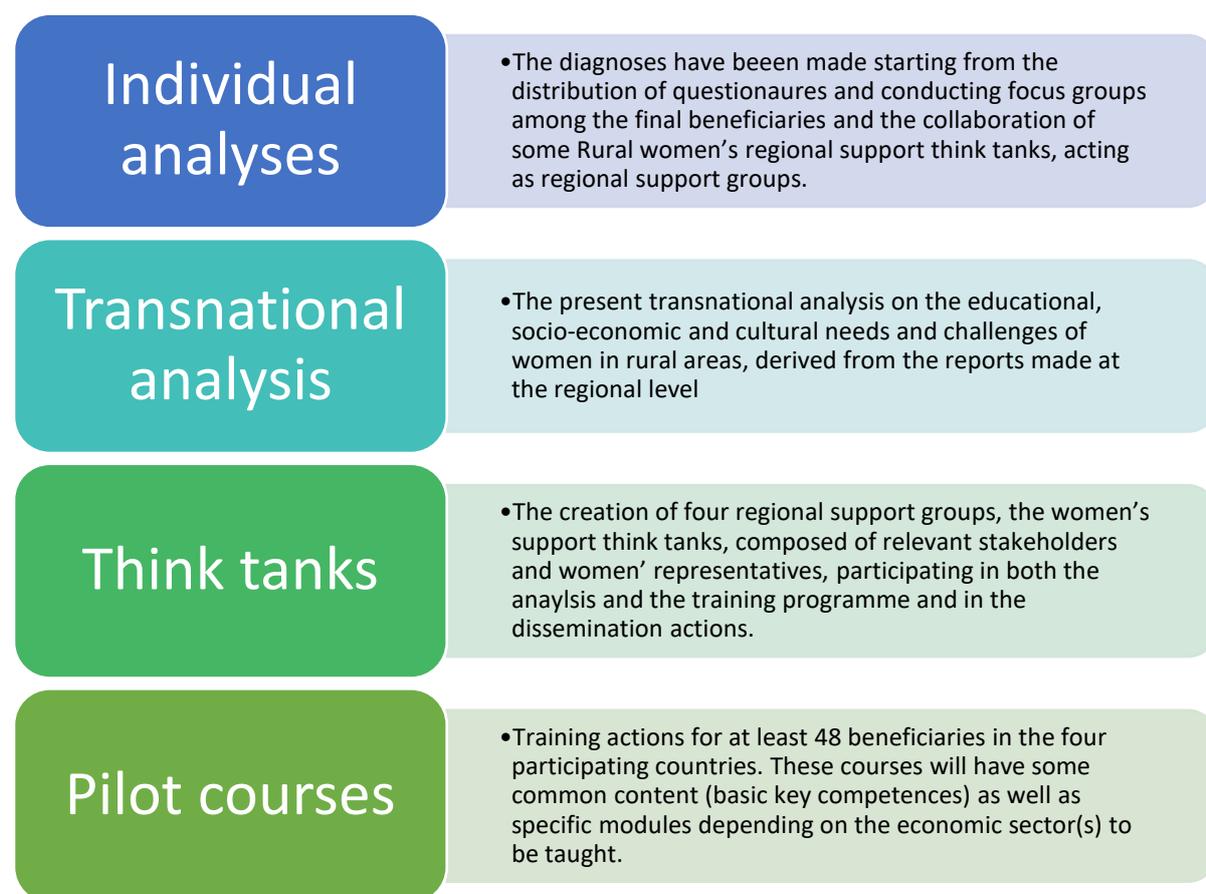
4. La numérisation: Les compétences numériques ne sont pas seulement une compétence clé dans le monde actuel, mais aussi une opportunité et un défi pour le monde rural.

Étant donné que le contenu de la formation sera basé sur l'analyse des besoins effectuée au niveau régional, le programme mettra l'accent sur son caractère transnational, de manière à ce qu'il puisse être appliqué et transféré à d'autres pays européens, sans préjudice de la couverture de contenus spécifiques ou de particularités régionales.

2.4. Résultats du projet

Pour réaliser le programme de formation - le principal résultat du projet, RuralFemmes doit également développer les résultats suivants :

Figure 2. RuralFemmes main outcomes



2.5. Bénéficiaires du projet

RuralFemmes bénéficiera à un nombre important de participants, qui peuvent être divisés en bénéficiaires directs et indirects.

DIRECT BENEFICIARIES	Femme travaillant dans les zones rurales dans la valorisation et l'exploitation des atouts naturels (agriculture, alimentation, tourisme, etc.).
-----------------------------	--



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



**INDIRECT
BENEFICIARIES**

D'autres groupes ont bénéficié du projet, notamment les institutions publiques régionales dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, les associations et coopératives rurales, les institutions de recherche et de soutien dans ces domaines, les associations de femmes, ainsi que le grand public, entre autres.

3. Méthodologie

RuralFemmes propose la création d'une formation répondant aux besoins identifiés par les femmes rurales qui travaillent (de bas en haut), leur offrant à la fois des connaissances, des aptitudes et des compétences de base et spécifiques. L'implication des bénéficiaires dès le début du projet permet aux femmes rurales d'identifier leurs besoins spécifiques et leurs lacunes en matière de compétences. En outre, la participation des bénéficiaires favorise leur enthousiasme à l'égard de l'expérience d'apprentissage. Dans l'ensemble, cette caractéristique de la participation des bénéficiaires devrait faciliter un programme de formation plus réussi et plus utile.

Le présent document est une analyse composite des quatre rapports régionaux élaborés par les quatre partenaires du projet et servira de base à la conception du programme de formation et d'accompagnement RuralFemmes :

- Rapport français : Chambre d'Agriculture de Dordogne (CA24)
- Rapport irlandais : Institut de technologie de Cork (CIT)
- Rapport espagnol : Institut de Technologie et d'Infrastructures Agroalimentaires de Navarre (INTIA)
- Rapport allemand : Université de Hohenheim (UHOH)

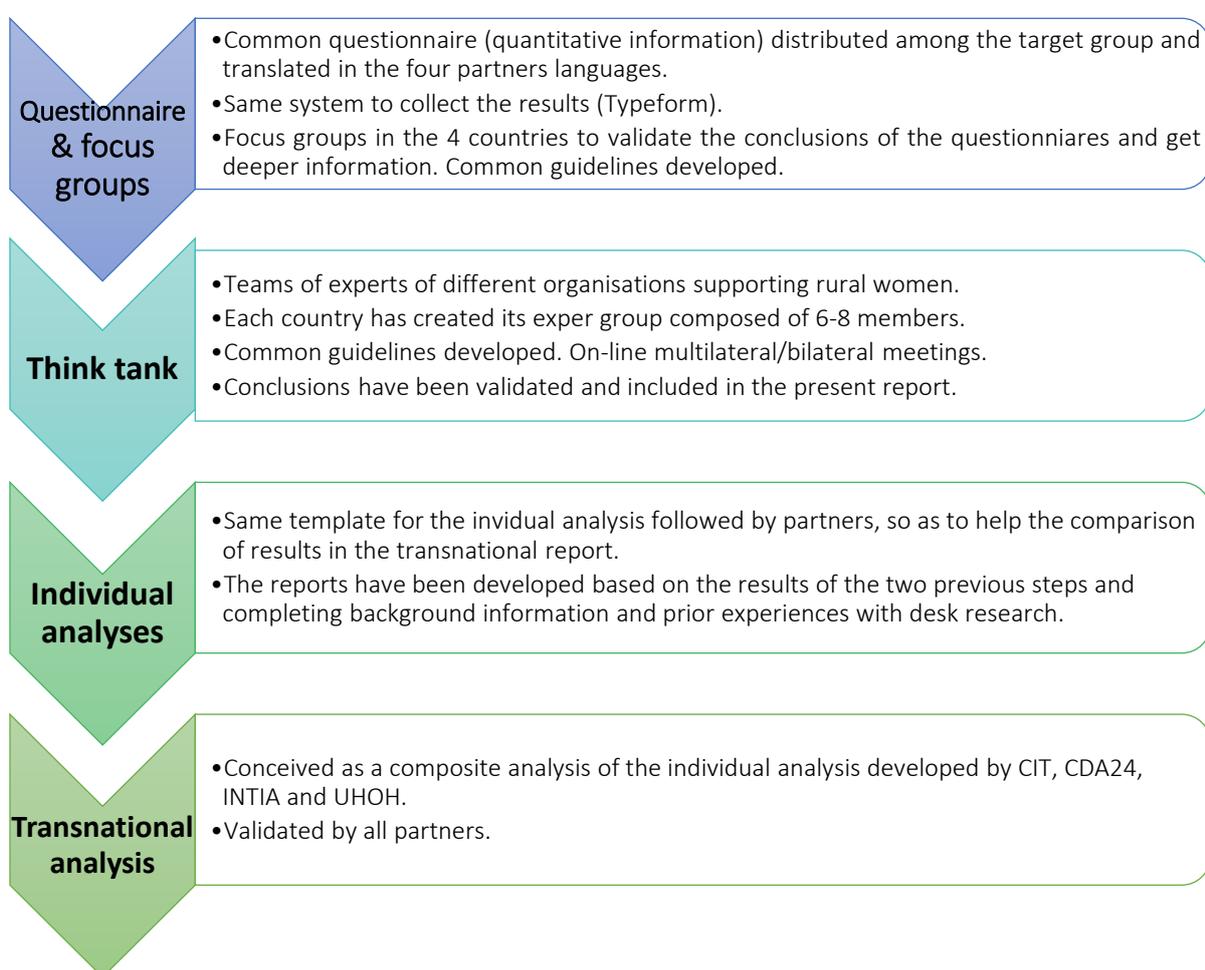
Le présent rapport et les analyses régionales ont été élaborés sur la base de quatre actions/sources d'information :

- (i) la recherche documentaire ;
- (ii) distribution d'un questionnaire commun ;

(iii) organisation de groupes de discussion avec des femmes rurales ; et,

(iv) création de groupes de réflexion sur le soutien régional aux femmes rurales.

Figure 3. RuralFemmes Intellectual Output 1 methodology in a nutshell



The four partners used common methodologies and templates for the questionnaire, focus group and the Think Tanks to facilitate comparisons in this transnational analysis.

3.1. Interaction avec les femmes rurales : questionnaires et focus groups

L'objectif principal de l'interaction avec le groupe cible était d'obtenir des informations de première main de la part des femmes rurales concernant leur situation actuelle sur le plan éducatif, social,



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



économique et culturel et, plus spécifiquement, sur leurs besoins et préférences en matière de formation et d'éducation.

Le **questionnaire commun** a été élaboré conjointement en anglais, validé par tous les partenaires, puis traduit dans les différentes langues du pays (français, espagnol et allemand). Les questionnaires ont été distribués à l'aide de Typeform (<https://www.typeform.com/>) par le responsable de la production intellectuelle et des activités, l'Institut de technologie de Cork (CIT), qui a également distribué un modèle de fichier Excel pour créer les graphiques illustrant les résultats du questionnaire.

Les partenaires étaient libres de choisir leurs propres canaux et réseaux pour distribuer le questionnaire. Les répondants ont été invités à donner leurs coordonnées pour être invités à participer au groupe de discussion et au programme de formation. L'anonymat a été préservé lorsque les répondants ne souhaitaient pas révéler leurs coordonnées.

En outre, chaque pays partenaire a organisé au moins un **groupe de discussion** avec certains des participants qui ont répondu au questionnaire. L'objectif des groupes de discussion est de mieux comprendre les besoins et les compétences spécifiques des femmes vivant dans les communautés rurales. Le groupe de discussion s'est concentré sur quatre compétences techniques : l'agriculture, le tourisme, l'entrepreneuriat et la numérisation.

Une ligne directrice commune a également été développée par le CIT et validée par le partenariat, afin de fournir un cadre commun pour l'identification, la mise en œuvre et l'analyse des groupes de discussion pour aider les partenaires du projet à accomplir cette tâche. Il était initialement prévu que quatre partenaires nationaux auraient mené au moins un groupe de discussion avec au moins 6 femmes rurales ayant indiqué leur intérêt à participer au groupe de discussion après avoir rempli le questionnaire. Cependant, en raison de l'urgence causée par COVID-19, certaines des tâches du résultat intellectuel 1, y compris le développement des groupes de discussion, ont dû être adaptées à l'évolution de la situation, introduisant une certaine flexibilité dans la modalité du groupe de discussion. Chaque partenaire de formation a organisé des sessions bilatérales et multilatérales en ligne avec au moins 6 représentants du groupe cible. Avant la tenue des groupes de discussion en ligne, un deuxième questionnaire a été envoyé à chaque participant, servant de base de discussion.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



3.2. Interaction avec les experts : Think tanks

Les quatre partenaires de formation (CDA24, INTIA, CIT et UHOH) ont créé des comités d'experts de soutien appelés "**Rural Women's Regional Support Think Tanks**". Ces équipes d'experts sont composées de parties prenantes pertinentes des institutions qui soutiennent le groupe cible, notamment :

- Les institutions publiques travaillant dans le domaine du développement rural et/ou du soutien aux femmes ;
- Les organisations promouvant le développement rural ;
- Des professionnels et des experts techniques du tourisme rural ;
- Des entrepreneurs ruraux ;
- Des formateurs techniques liés aux activités agricoles ;
- Associations de femmes et institutions soutenant l'équité dans les zones rurales ;
- Experts et chercheurs sur le rôle des femmes dans les zones rurales ; et
- Les responsables politiques et les décideurs..

Ces groupes de réflexion régionaux ont fourni davantage d'informations sur les femmes rurales. En particulier, le groupe de réflexion a donné des conseils sur la manière d'interpréter les données obtenues dans le questionnaire et les groupes de discussion et d'y répondre. Cela a permis de soutenir l'analyse des besoins, des obstacles et des ressources afin d'éclairer la mise en œuvre des prochaines activités de formation. Cette action contribuera également à proposer des recommandations politiques.

Le partenaire chef de file de l'activité, INTIA, a élaboré des lignes directrices communes afin de fournir un cadre commun pour l'identification, la formalisation et le fonctionnement des groupes de réflexion. Il comprend la raison d'être et les objectifs du groupe de réflexion, une feuille de route détaillée et une liste d'outils de soutien pour les partenaires du projet. Comme pour les groupes de réflexion, en raison de COVID-19, les partenaires ont adapté les lignes directrices. Chaque partenaire a eu la liberté d'organiser des réunions bilatérales ou multilatérales en ligne avec les membres de chaque groupe de réflexion, en fonction de chaque situation. Un questionnaire a également été créé et diffusé parmi les membres interrogés avant les réunions, qui a également servi de base aux discussions du groupe de réflexion.



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



3.3. Analyse individuelle

Des recherches documentaires, l'étude et l'analyse de sources secondaires pertinentes ont également été effectuées pour alimenter le projet. Cela a été fait par la consultation de la base de données de la bibliothèque, l'analyse des documents politiques, législatifs et stratégiques. Cela a permis de définir les objectifs et les priorités des parties prenantes, les expériences antérieures et les projets pertinents, etc. Avec toutes ces informations, chacun des quatre partenaires a rédigé ses analyses régionales, en suivant un modèle commun fourni par le CIT. Sa structure et son contenu ont été discutés et validés, ce qui a facilité l'acquisition d'informations comparables de la part de chaque partenaire pour élaborer le présent rapport.

Le tableau 1 détaille le nombre de participants impliqués dans les actions décrites dans chaque pays partenaire :

Tableau 1. Résumé des personnes impliquées dans les actions développées dans chaque pays partenaire

	Questionnaires	Focus groups	Think tanks
France	<ul style="list-style-type: none"> • 95 questionnaires collectés. • Canaux de distribution/contact avec le groupe cible : distribution du lien vers le questionnaire par e-mail. Perspectives : 400 personnes pour lesquelles nous avons eu des contacts par e-mail, à savoir : a) des femmes venues en formation au cours des trois dernières années et b) des femmes ayant réalisé des projets agricoles au cours des trois dernières années. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de femmes Rurales concernées : 12. • Modalité : Interviewée par telephone en raison de la pandémie COVID19. • Nombre de séances : 12 appels bilatéraux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'experts impliqués : 6 • Type d'organismes impliqués : organisme de formation agricole ; association d'intégration rurale ; syndicats agricoles ; association rurale Cèpes en Périgord ; organisme de promotion des métiers et de gestion de la main-d'œuvre. • Nombre de réunions : 5 • Modalité : une rencontre entre deux personnes et des rendez-vous individuels soit en face à face, soit par vidéoconférence
Irlande	<ul style="list-style-type: none"> • 40 questionnaires collectés. • Canaux de distribution/contact avec le groupe cible : Ils ont été recrutés par le biais des réseaux de chercheurs (échantillonnage de commodité). 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de femmes Rurales concernées : 6 • Modality: en ligne en raison de la pandémie COVID19. • Nombre de sessions : 3 (2 sessions multilaterals avec 3 et 2 femmes chacune et 1 session individuelle). 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'experts impliqués : 7. • Type d'organisations impliquées : experts en tourisme, en entrepreneuriat et en agriculture. • Nombre de réunions : 2 sessions multilatérales (3 et 4 participants chacune). • Modalités : Réalisée en ligne (en raison de l'épidémie de Coronavirus).



	Questionnaires	Focus groups	Think tanks
Espagne	<ul style="list-style-type: none"> • 77 questionnaires collectés. • Canaux de distribution/contact avec le groupe cible : Diffusion du lien vers le questionnaire par courrier électronique avec la collaboration du réseau de contacts dans toute la région et des listes propres à INTIA des participants actuels et anciens aux cours. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de femmes rurales concernées : 9. • Modalité : en ligne en raison de l'épidémie de Coronavirus. • Nombre de sessions : 9 sessions bilatérales.. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'experts impliqués : 10 femmes. • Type d'organisations impliquées : Agriculture et formation des jeunes ruraux ; Tourisme et hôtellerie ; Politique et décideurs ; Formateurs techniques liés aux activités agricoles ; Institutions publiques travaillant sur le développement rural ; et Experts et chercheurs sur le rôle des femmes dans les zones rurales. • Nombre de réunions : 10 sessions bilatérales. • Modalités : Réalisée en ligne.
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> • 56 questionnaires collectés. • Canaux de distribution/contact au groupe cible : un prestataire public et une association de femmes en milieu rural envoient l'invitation par courrier électronique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de femmes rurales impliquées : 5. • Modalité : en ligne en raison de l'épidémie de Coronavirus. • Nombre de sessions : 3 sessions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'experts impliqués : 8 membres. • Type d'organisations impliquées : association de femmes, organisme public de formation, institut de recherche, experts en entrepreneuriat. • Nombre de réunions : 8 sessions bilatérales. • Modalités : Réalisée en ligne (en raison de l'épidémie de Coronavirus).



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



4. Aperçu du contexte transnational

4.1. Contexte général

Les zones rurales européennes connaissent une migration sélective en fonction du sexe, car les femmes sont plus nombreuses que les hommes à quitter les zones rurales. Il en résulte de graves déséquilibres démographiques entre les régions et au sein de celles-ci, qui entravent le développement économique et social des zones rurales. Par conséquent, des mesures politiques adéquates sont nécessaires pour relever ces défis.

Women and girls are central to the sustainability of rural households and communities, improving rural livelihoods and overall wellbeing. However, their role and significance is often overlooked¹. Only one third of self-employed people in the EU are women, and only 30% of EU farm managers are female. Women tend to have smaller farms than men but take more calculated risks than men. Women's ideas for innovation are as marketable as men's, but they are not recognised by predominantly male stakeholders (COPA, 2017).

Le rapport susmentionné met en évidence les conclusions suivantes :

- Les femmes des zones rurales de l'UE représentent moins de 50 % de la population rurale totale et 45 % de la population active, et environ 40 % d'entre elles travaillent dans des exploitations familiales. Leur importance dans l'économie rurale est encore plus grande, car leur participation par le biais de l'économie rurale informelle n'est pas reconnue statistiquement.
- Malgré une augmentation globale des taux d'emploi des femmes dans l'UE entre 2013 et 2017, y compris dans les zones à prédominance rurale, des différences importantes subsistent entre les pays de l'UE. Dans la tranche d'âge des 20 à 64 ans, les pays qui enregistrent les taux d'emploi féminin les plus élevés sont la Suède, l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni (70 à 80 %), tandis qu'en Italie, en Grèce et en Croatie, ces taux se situent autour de 50 %, voire en dessous, ce qui reflète les caractéristiques démographiques, éducatives, économiques et même politiques générales de ces pays (voir figure 4).

¹ *Le statut professionnel des femmes rurales dans les États de l'UE, commandé par le département politique du Parlement européen pour les droits des citoyens et les affaires constitutionnelles à la demande de la commission FEMM (Union européenne, 2019)*

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608868/IPOL_STU\(2019\)608868_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608868/IPOL_STU(2019)608868_EN.pdf)

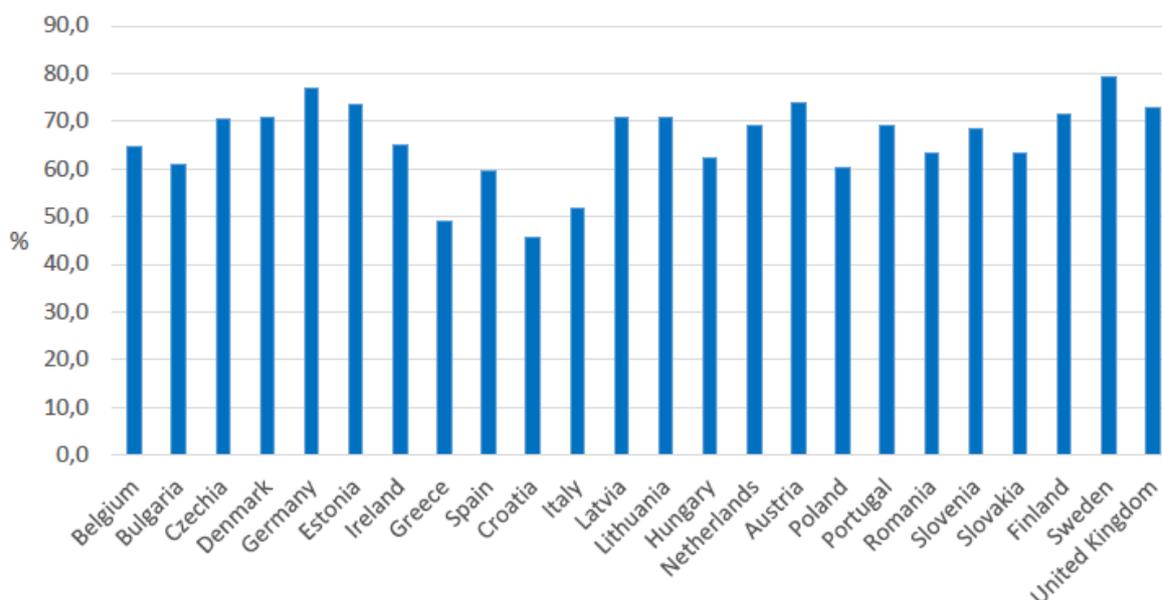


**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROG

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Figure 4. Part des femmes dans l'emploi dans les régions à prédominance rurale (classe d'âge : 20-64 ans), EU-28, 2017



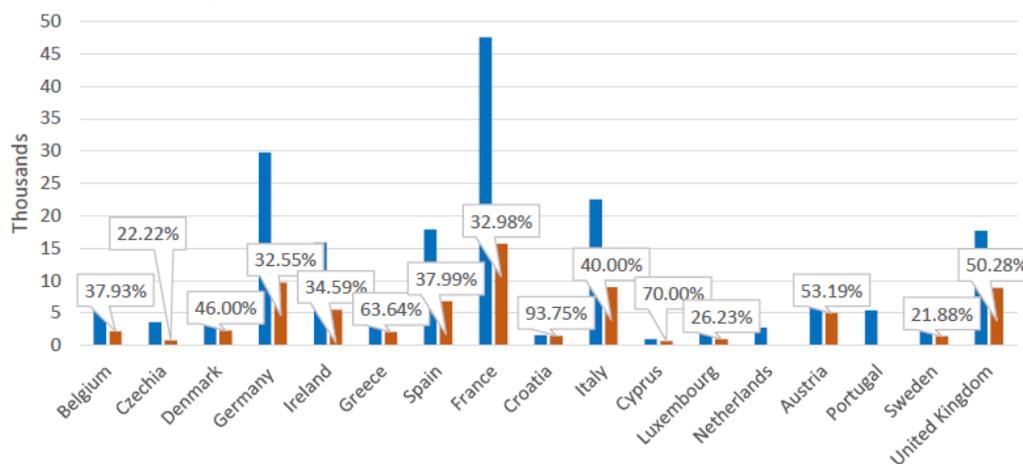
Source: Eurostat

- Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de travailler dans l'économie informelle, bien que cela varie d'un État membre à l'autre. La Suède arrive en tête pour la proportion de femmes travaillant dans l'économie informelle, suivie de l'Espagne, de l'Allemagne et de la France. C'est au Royaume-Uni, en Finlande, au Portugal et en Slovaquie que les femmes indépendantes sont les plus nombreuses. C'est en Roumanie, au Luxembourg et en Slovénie que la part des femmes dans l'emploi informel est la plus élevée.
- Pour que les politiques en faveur des travailleurs informels soient efficaces, il faut disposer de meilleures statistiques ventilées par sexe, en particulier dans les catégories d'emploi qui ne sont généralement pas prises en compte, comme les travailleurs domestiques et à domicile.
- Le taux de femmes exerçant une activité indépendante dans les zones rurales est d'environ 38 %. Le taux d'emploi des femmes dépend de nombreux facteurs sociodémographiques et culturels, ainsi que de l'environnement économique et politique dans certains États membres. C'est en France, en Allemagne et en Italie que l'on trouve le plus grand nombre de travailleurs indépendants dans les zones rurales. Selon les données disponibles, la plus forte proportion de femmes exerçant une activité indépendante dans les zones rurales est enregistrée en Croatie, à Chypre et en Grèce (figure 5).

2 Selon la définition de WIEGO, l'économie informelle est l'ensemble diversifié d'activités économiques, d'entreprises, d'emplois et de travailleurs qui ne sont pas réglementés ou protégés par l'État. Le concept s'appliquait à l'origine au travail indépendant dans les petites entreprises non enregistrées. Il a été élargi pour inclure les emplois salariés dans des emplois non protégés.



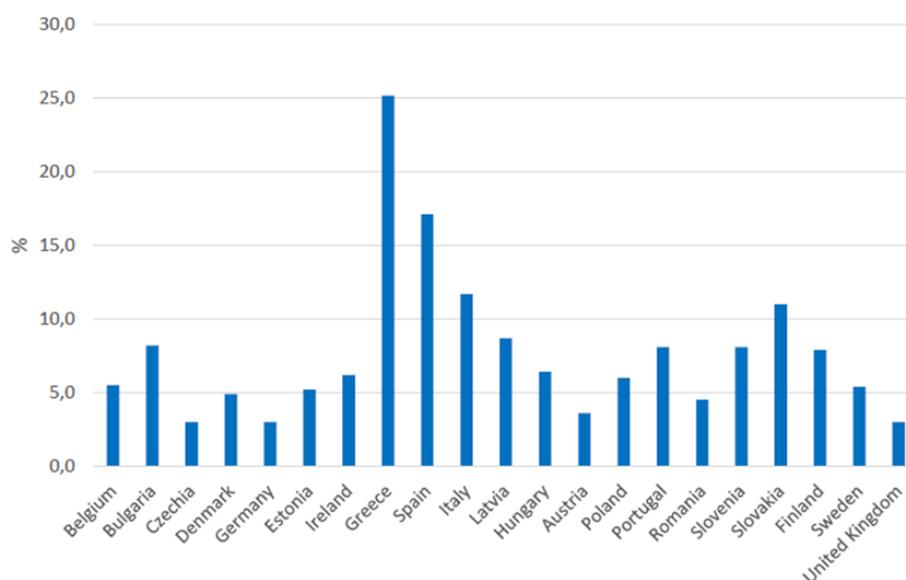
Figure 5. Total des travailleurs indépendants et des femmes exerçant une activité indépendante dans les zones rurales (classe d'âge : 15-64 ans), 2017



Source: Eurostat

Le taux de chômage dans les zones rurales a commencé à diminuer au cours de la période 2013-2017 ; les femmes ont été plus touchées par le chômage que les hommes (7,1 % contre 7,6 % respectivement). Les données disponibles pour 2017 (voir figure 6) concernant la part des femmes au chômage dans les régions à prédominance rurale montrent un pourcentage significativement élevé de femmes au chômage dans les pays méditerranéens (Grèce, Espagne, Italie), mais aussi dans les nouveaux États membres (Bulgarie, Slovaquie, Slovénie).

Figure 6. Part des femmes au chômage dans les régions à prédominance rurale (classe d'âge : 20-64 ans), UE-28, 2017



Source: Eurostat



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROG

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



- Dans l'UE-28, environ 30 % des exploitations agricoles sont gérées par des femmes. Les États membres où la proportion de femmes chefs d'exploitation est la plus élevée sont la Lettonie et la Lituanie, tandis que dans certains États membres (Allemagne, Danemark, Malte, Pays-Bas), la proportion de femmes chefs d'exploitation est inférieure à la moyenne de l'UE (30 %).
- Le salaire horaire brut des femmes est en moyenne inférieur de 16,2 % à celui des hommes dans l'UE-28 ; selon l'analyse des données statistiques, l'écart de rémunération entre les sexes varie de 5,2 % en Roumanie à 25,3 % en Estonie. L'écart entre les sexes en matière de pension est de 37,6 % dans la tranche d'âge des 65 ans et plus et est de 10 % plus élevé dans les zones rurales.
- Le rôle des autorités nationales et locales est de fournir l'infrastructure sociale et physique nécessaire pour permettre aux femmes rurales de participer à des projets et à des activités, ce qui se traduit par une production, une transformation, un transport et une commercialisation agricoles durables et résistantes au climat.
- Les politiques européennes en matière d'égalité des sexes sont insuffisamment mises en œuvre au niveau national, car l'égalité des sexes et l'intégration de la dimension de genre sont souvent une référence rhétorique plutôt qu'une partie intégrante des programmes (nationaux), comme le montrent les recherches menées à partir de 2016 (Wiest, 2016 : 236). Les chercheurs suggèrent que les questions de genre devraient être intégrées dans les politiques rurales à différents niveaux (UE, national et local) et qu'il est nécessaire d'intensifier la recherche sur les structures et les processus de gouvernance rurale dans une perspective d'égalité des sexes (Wiest, 2016).
- Les femmes des zones rurales doivent bénéficier d'une éducation et d'une formation commerciales plus poussées, axées sur l'élaboration de plans d'entreprise, le développement de compétences de direction et la comptabilité. Un accompagnement personnalisé adapté aux besoins des femmes est plus important que l'enseignement traditionnel en classe.
- Un nouveau phénomène se produit dans certaines régions européennes, qui montre que les femmes bien formées décident de s'installer à la campagne pour exercer leurs activités professionnelles.
- L'OCDE estime que la réduction de l'écart entre les sexes dans la population active d'ici 2030 pourrait se traduire par un gain potentiel moyen de 12 % de la taille de l'économie totale dans les pays de l'OCDE. Si les femmes avaient le même accès aux ressources productives que les hommes, elles pourraient augmenter les rendements de leurs exploitations de 20 à 30 % et augmenter la production agricole totale.



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROG

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



4.2. Contexte des rapports individuels

4.2.1. Aperçu des régions partenaires

Le tableau suivant donne un bref aperçu des quatre régions participant au projet :

Tableau 2. Aperçu des régions partenaires du projet Rural Femmes

Region Sud, IE	<ul style="list-style-type: none">• La région sud (NUTS 2- IE05) de l'Irlande comprend neuf comtés ; Clare, Tipperary, Limerick, Waterford, Kilkenny, Carlow, Wexford, Cork, Kerry (CSO, 2018a).• La densité dans la région du Sud est d'environ 54 personnes par km² dans une région de 29 590 km² (Assemblée régionale du Sud, 2018). La grande industrie, les principaux services publics, les soins de santé et les services d'éducation de troisième niveau sont principalement concentrés dans la région métropolitaine de Cork (la deuxième plus grande ville d'Irlande).• La région du Sud abrite deux universités (University College Cork, University College Limerick) et cinq instituts de technologie (Limerick IT, Cork IT, Tralee IT, Waterford IT et Carlow IT). Il a été récemment annoncé que l'Institut de technologie de Tralee et l'Institut de technologie de Cork fusionneront pour devenir l'Université technologique de Munster (MTU) - la deuxième université technologique de l'État.• Environ 400 sociétés internationales sont présentes dans la région sud (IDA, 2020), dans des secteurs tels que les TIC et les produits pharmaceutiques. Les industries indigènes les plus importantes de la région comprennent l'agriculture, le tourisme, l'industrie alimentaire, la pêche, l'aquaculture et la brasserie.
Navarre, ES	<ul style="list-style-type: none">• La Communauté Forale de Navarre (NUTS 2- ES22) est située au nord de l'Espagne, à l'extrémité ouest des Pyrénées, où elle partage une frontière de 163 kilomètres avec la France. Elle a une superficie de 10 421 km² et est bordée par la Communauté d'Aragon, La Rioja et le Pays Basque.• La population de la Navarre était de 660.887 habitants en 2020, ce qui représente 1,4% de la population totale de l'Espagne. La Navarre a une densité de population modérée, avec 63 habitants par km², elle se situe au 6^{ème} rang des Communautés autonomes d'Espagne en termes de densité. La zone de Pampelune atteint une densité de 454 habitants / km², alors qu'à l'extrême opposé se trouve la zone des Pyrénées, avec seulement 6,7 habitants / km².• Un réseau de petites et moyennes entreprises constitue la structure industrielle de la région. Une grande partie de ces installations industrielles, caractérisées par leur technologie de pointe, leur importante capacité d'exportation et leur effet d'entraînement sur le reste de l'économie, appartiennent aux deux sous-secteurs les plus importants de l'industrie navarraise : la construction automobile et les machines et équipements. Au cours des 20 dernières années, l'activité industrielle de la Navarre s'est considérablement diversifiée grâce au développement et à la mise en place d'une importante industrie des énergies renouvelables, avec un accent particulier sur l'industrie éolienne.• Le système d'innovation de la Navarre comprend 11 centres : 6 centres technologiques, 3 centres de recherche et 2 universités regroupés en 4 secteurs : Agroalimentaire, Santé, Energies renouvelables et automatisation et Mécatronique.



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Nouvelle Aquitaine, France

- La région Nouvelle Aquitaine est née en 2016 de la fusion de trois anciennes régions : Limousin, Poitou-Charentes et Aquitaine. Avec un territoire de 84 000 km², plus grand que l'Autriche, la Nouvelle-Aquitaine est la plus grande région de France. Sa population de 5,8 millions d'habitants la place au 4^e rang des régions françaises. C'est l'une des régions les plus densément peuplées d'Europe. Les migrations restent le principal moteur de la croissance, plaçant la "Nouvelle-Aquitaine" au 3^e rang des régions les plus attractives.
- Bordeaux est la capitale régionale. Elle est reliée à un réseau de 10 zones urbaines de plus de 100 000 habitants.
- Le département de la Dordogne est l'un des 95 départements de la métropole française. Le niveau régional est aujourd'hui le niveau de décision politique privilégié en France, la Dordogne faisant partie de la région "Nouvelle Aquitaine".
- La Nouvelle Aquitaine reste parmi les économies diversifiées de la région par rapport au reste de la France. Malgré une prédominance d'activités tertiaires (commerce, action sociale, hôtellerie et restauration, tourisme, assurances), l'agriculture et l'industrie occupent une grande partie de l'activité régionale (avec notamment l'industrie agroalimentaire, la fabrication de boissons, l'aérospatiale, la menuiserie, l'industrie du papier et du carton). Les emplois du secteur tertiaire représentent 76%, les emplois agricoles 5%, les emplois industriels 12%. Grâce au dynamisme du secteur tertiaire, la région gagne 15 000 emplois par an. La Nouvelle Aquitaine est également une région touristique, avec ses 720 km de côtes, 12 milliards d'euros de dépenses touristiques, plus de 85 000 emplois touristiques, 27 millions de touristes et une économie viticole très développée (plus grande région viticole d'Europe).



- L'Allemagne est divisée en 39 régions NUTS-2. Près de 88 % des 357 000 km² de territoire sont considérés comme des zones rurales et près de 60 % de la population totale de 82,2 millions d'habitants vivent dans des zones rurales (CE, 2020). Les activités du projet sont menées dans deux États fédéraux comprenant cinq NUTS-2 : le Brandebourg et le Bade-Wurtemberg : DE11, DE12, DE13, DE14 et DE 40.
- Le Bade-Wurtemberg est un État fédéral situé dans le sud-ouest de l'Allemagne. Le Baden-Württemberg est le troisième État le plus peuplé d'Allemagne (Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, 2019). Le Baden-Württemberg est l'une des principales régions économiques et innovantes d'Allemagne et d'Europe, fortement industrialisée par rapport à la moyenne nationale (Eurostat, 2019). Les points forts de l'économie régionale sont l'industrie automobile et la construction mécanique, suivies par les industries métallurgiques et électriques (Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, 2019). En 2018, 34,8 % des salariés étaient occupés dans les secteurs de l'industrie et de la construction, 64,3 % dans le secteur des services et seulement 0,9 % des salariés étaient occupés dans l'agriculture (Eurostat, 2019). Environ 83 % de la zone est considérée comme rurale ; on estime que 58,4 % de la population vit en zone rurale et que 56,4 % de la main-d'œuvre totale est employée en milieu rural (Réseau européen pour le développement rural, 2015).
- Le Brandebourg est un État fédéral situé dans l'est de l'Allemagne. Le Brandebourg couvre 29 479 km² et compte 2,5 millions d'habitants (3 % de la population allemande) avec une densité de population de 84,9 habitants par km². En 2018, la population active s'élevait à 1,2 million de personnes (Eurostat, 2019), travaillant principalement dans le secteur des services (74,9 %), tandis que 22,9 % travaillent dans l'industrie et la construction et moins de 2,1 % dans le secteur agricole (Eurostat, 2019). Par rapport aux moyennes nationales (71,4 %/ 27,4 %/ 1,2 %), ces chiffres régionaux montrent que la région tend à être moins orientée vers l'industrie (Eurostat, 2019). Près de 97 % de la zone considérée comme rurale ; on estime que 41,6 % de la population vit en zone rurale et que 38,8 % de la main-d'œuvre totale est employée en milieu rural (Réseau européen pour le développement rural). La part de l'agriculture dans la valeur ajoutée brute régionale du Brandebourg est de 2 %, soit presque le double de la moyenne allemande.

4.2.2. Position Economic des pays

Le tableau 3 résume les principales conclusions des rapports individuels des 4 pays participants concernant leur situation économique :

Tableau 3. Position économique des pays

Irlande	<ul style="list-style-type: none">• L'économie irlandaise a enregistré d'assez bons résultats, mais en raison de la nature ouverte de l'économie, elle est exposée à des facteurs externes qui peuvent avoir un effet négatif sur la croissance économique. Dans cette section, nous montrerons les bonnes performances de l'économie irlandaise jusqu'en 2019 et comment la pandémie de COVID19 a un impact négatif sur les indicateurs économiques irlandais en 2020.• Le PIB réel a augmenté de 5,5 % entre 2018 et 2019 et s'est élevé à environ 339 243 millions d'euros en 2019 (CSO, 2020a). Le PIB réel par habitant était d'environ 57 960 euros pour l'économie irlandaise en 2018 (Eurostat, 2020a).• L'économie irlandaise était presque au plein emploi et enregistrait des pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs avant COVID 19.
----------------	--



	<ul style="list-style-type: none">• Dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en Irlande, parmi les personnes employées dans ce secteur économique, environ 13,38 % sont des femmes contre 86,53 % d'hommes (CSO, 2020b). COVID19 a un impact négatif très fort sur l'économie irlandaise et sur l'économie mondiale. Les États-Unis et le Royaume-Uni, les deux principaux partenaires commerciaux de l'Irlande, ont enregistré le plus grand nombre de décès dus à la COVID19 en mai 2020.• Selon les prévisions économiques de printemps de la Commission européenne pour 2020, le PIB de l'Irlande se contractera de 7,9 % (zone euro : 7,75 %) en 2020, mais reprendra sa croissance en 2021 et augmentera de 6,1 % (zone euro : 6,25 %).• Le taux de chômage en Irlande devrait passer de presque plein emploi en 2019 à 7,4 % (zone euro - 9 %) en 2020 (Commission européenne, 2020). L'ampleur de la pandémie COVID19 n'ayant pas été pleinement réalisée et compte tenu de la rapidité avec laquelle l'économie peut retrouver sa pleine capacité, ces estimations sont sujettes à révision.
Espagne	<ul style="list-style-type: none">• L'Espagne a connu six années de forte croissance économique accompagnée d'une création d'emplois dynamique ; entre 2013 et 2019, le PIB réel a augmenté de 16,5 % et l'emploi de 14 %, soit bien plus que la moyenne de la zone euro. Le PIB réel par habitant était d'environ 25,727 euros pour l'économie espagnole en 2018 (Eurostat, 2020a). En Navarre, le PIB par habitant était de 31 389 euros, ce qui en fait la troisième région d'Espagne avec le ratio le plus élevé. (Institut national de la statistique 2020). <p>Le taux de chômage en 2018 s'élevait à 15,3 % et dans onze Communautés autonomes, il était inférieur à 15 %. Le chômage est plus élevé chez les femmes (17,0 %) que chez les hommes (13,7 %), mais chez les moins de 25 ans, c'est l'inverse.</p> <ul style="list-style-type: none">• En termes de répartition de l'emploi par secteurs économiques, 64 % de la population active en Espagne travaille dans le secteur des services, 27 % dans le secteur industriel, 5 % dans la construction et 4 % dans le secteur primaire. Au sein de ce dernier, seulement 2 % des femmes sont employées dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, contre 5,7 % des hommes. (Institut national des statistiques 2020).• Le grave déclenchement de la pandémie COVID-19 en Espagne et les mesures de confinement prises en réponse depuis la mi-mars ont entraîné une contraction sans précédent de l'activité au cours du premier semestre, le secteur des services étant le plus touché. En conséquence, la croissance annuelle du PIB en 2020 est maintenant prévue à près de -11%. La reprise de l'activité devrait se poursuivre en 2021 et porter la croissance annuelle du PIB à environ 7 % en 2021. (Prévisions économiques d'été de la Commission européenne pour 2020).
France	<ul style="list-style-type: none">• La France a poursuivi ses efforts de réforme, mais des mesures supplémentaires sont nécessaires pour continuer à améliorer les performances de l'économie. Certains défis structurels persistent, notamment une dette publique élevée et un chômage important. Elle a également connu un ralentissement de la productivité qui exige la poursuite des investissements dans les compétences et des progrès rapides dans la mise en œuvre des récentes mesures de réforme de l'enseignement et de la formation professionnels afin d'améliorer l'environnement des entreprises.• Les conditions du marché du travail s'améliorent, mais le chômage reste élevé, en particulier pour les groupes défavorisés. Malgré le ralentissement de l'activité économique depuis le début de 2018, le taux de chômage a encore diminué et a atteint 8,4 % au cours du trimestre 42019.



	<ul style="list-style-type: none">• L'agriculture emploie relativement peu de personnes - environ 3 % de la population active - et ne contribue que faiblement au PIB - environ 2 %. Pourtant, la France est la première nation agricole de l'UE, avec plus d'un cinquième de la valeur totale de la production, et à elle seule, elle est responsable de plus d'un tiers de la production d'oléagineux, de céréales et de vin de l'UE.• La croissance du PIB en 2019 a été révisée à la hausse à 1,5 %, mais les prévisions pour 2020 ont été revues à la baisse à environ - 10 ½% contre près de -8 ¼% au printemps, après avoir enregistré 1,7 % en 2018 et 2,3 % en 2017.• Les mesures de verrouillage adoptées à la mi-mars pour contenir l'épidémie de COVID-19 ont entraîné une baisse du PIB de 5,3 % (q-o-q) au premier trimestre 2020. La reprise économique prévue devrait se poursuivre en 2021, avec une croissance du PIB de quelque 7 %. ½ Malgré ce fort rebond, le PIB de la France à la fin de 2021 sera inférieur à ce qu'il était en 2019.
Allemagne	<ul style="list-style-type: none">• Au cours de la dernière décennie, l'Allemagne a connu une croissance économique soutenue. Fin 2019, l'Allemagne a connu sa dixième année consécutive d'expansion avec une augmentation du produit intérieur brut de plus de 1,6 % en moyenne annuelle depuis 2013 et un marché du travail qui évolue positivement (Ministère fédéral de l'économie et de l'énergie, 2019).• Fin 2019, le PIB à prix courants s'élevait à 3 449 milliards d'euros et à 41 508 euros par habitant et par an (Statistisches Bundesamt, 2020). Le taux de chômage en 2018 était inférieur à 5,2 %, le niveau le plus bas depuis la réunification allemande (Ministère fédéral de l'économie et de l'énergie, 2019). Fin 2018, l'effectif total était de 41,73 millions de salariés, répartis entre les services (71,4 %), l'industrie (27,4 %) et l'agriculture (1,2 %) (Statistisches Bundesamt, 2020).• L'apparition de la pandémie COVID-19 a modifié la croissance prévue pour 2020. Les mesures adoptées ont provoqué une baisse de 10,1 % du produit intérieur brut au cours du deuxième trimestre et devraient avoir des effets sur les questions sociales, économiques et environnementales dans les années à venir (CE 2020). Selon la Commission européenne (2020), les mesures de confinement adoptées ont paralysé les activités notamment dans le secteur des services et bien que le taux de chômage soit encore proche de ses plus bas niveaux historiques (3,5 % en mars et en avril), on observe également une augmentation sans précédent du chômage partiel, estimé à 6,7 millions de salariés, soit 15 % de la population active. Les affaires et la confiance ont considérablement diminué, bien que la baisse soit plus faible que dans d'autres pays européens. Une reprise est attendue l'année prochaine, mais une deuxième épidémie de virus pourrait ralentir la reprise en 2021 (OCDE, 2020).

4.2.3. Offre de formation actuelle concernant les femmes rurales dans les pays du projet

Le tableau suivant présente l'offre de formation pertinente pour les femmes rurales dans les quatre pays du projet :

Tableau 4. Offre actuelle de formation pour les femmes rurales dans les pays participant au projet RuralFemmes

Irlande	<ul style="list-style-type: none">• La plupart des offres de formation en Irlande ne sont pas intrinsèquement genrées dans leur conception et leur promotion.• Les exceptions comprennent des projets tels que le Women's Rural Entrepreneurship Network (WREN), mis en œuvre par le Hincks Centre for Entrepreneurship Excellence, le Rubicon Centre, Ballyhoura development et SECAD (Hincks Centre for Entrepreneurship Excellence, 2020).
----------------	--



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PRO

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



	<ul style="list-style-type: none">• Le projet WREN a permis de promouvoir les compétences entrepreneuriales des femmes dans les zones rurales de Cork et de Limerick.• Une autre exception est le programme ACORNS, financé par le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la marine, qui soutient les jeunes femmes entrepreneurs vivant dans les zones rurales d'Irlande et qui se déroule sur six mois à temps partiel chaque année (ACORNS, 2020).• Des associations communautaires, telles que l'Irish Country Women's Association (Association des femmes des campagnes irlandaises, 2020) et l'Irish Men's Sheds Association (Association des hommes des étables irlandaises, 2020) proposent également régulièrement des formations, des cours et un apprentissage à leurs membres.• Au niveau national, l'offre de formation continue dans le domaine de l'agriculture est dominée par trois organisations. Teagasc, Macra Na Feirme et l'Association des agriculteurs irlandais (IFA).• Dans le domaine de la formation complémentaire/professionnelle (contrairement à l'enseignement supérieur), seuls 11 % des bénéficiaires de la formation du Teagasc étaient des femmes, contre 51 % des bénéficiaires de la formation complémentaire au niveau national.
Espagne	<ul style="list-style-type: none">• Les associations de femmes rurales, les organisations agraires et d'autres entités du milieu rural peuvent accéder aux programmes proposés par le ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation et d'autres organismes qui subventionnent la promotion des programmes de formation dans les zones rurales.• Fademur est une fédération d'associations de femmes rurales de toute l'Espagne. Depuis 2006, Fademur a développé un programme de continuité qui se développe dans 14 Communautés autonomes et qui est basé sur la formation des femmes à de nouveaux postes de travail dans les zones rurales, en relation avec les personnes dépendantes et leur prise en charge.• En Navarre, en matière de formation agricole et agroalimentaire, INTIA organise annuellement plus de 70 cours de formation destinés aux acteurs des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'agroalimentaire et la participation des femmes est d'environ 20% en termes généraux. Cependant, dans les cours de formation liés à la diversification et à la transformation des aliments, la proportion de femmes (46%) augmente considérablement, approchant le même nombre que les hommes (INTIA, cours de formation 2018).• Il n'existe pas de programmes de formation destinés spécifiquement aux femmes qui travaillent dans les zones rurales de Navarre, à l'exception de quelques formations visant à l'autonomisation des femmes, principalement développées par des groupes de développement rural et des agents d'égalité.• Selon le rapport 2020 de la fondation gouvernementale espagnole Fondation nationale pour la formation à l'emploi (Fundae), près de deux millions de participantes ont été formées dans le cadre de l'initiative Formation programmée par les entreprises en 2018, soit 10,4 % de plus que l'année précédente. Les femmes âgées de 36 à 45 ans et les



	<p>travailleurs qualifiés représentent le groupe le plus important dans la formation des entreprises. La proportion la plus élevée de femmes dans la formation sectorielle correspond aux activités du secteur tertiaire, ainsi qu'au marché du travail. La téléformation est plus fréquente chez les femmes (29 % contre 19 % des hommes).</p>
France	<ul style="list-style-type: none">• La réflexion sur une modification de la formation des femmes en milieu rural est apparue dans les années 1970.• Aujourd'hui, l'organisation des formations pour les femmes en milieu rural en France prend en compte plusieurs objectifs : Surmonter les difficultés rencontrées du fait de leur situation familiale ; Faire le point sur leur situation professionnelle, élaborer et formaliser un projet d'évolution professionnelle ; Gérer leur temps et définir leurs priorités en matière d'organisation familiale, de garde d'enfants existante et de mobilité ; Lutter contre les fractures génératrices d'isolement (fracture numérique, manque de qualification) ; Promouvoir le bien-être et la santé.• Les possibilités de formation pour les femmes dans les professions agricoles comprennent :<ul style="list-style-type: none">○ La formation initiale est proposée par le réseau des lycées agricoles, le CFPPA (Centre de Formation Professionnel Pour Adultes) et le CFA (Centre de Formation des Apprentis) sur le territoire national, une offre de formation publique. En outre, une offre de formation privée par le réseau des Maisons Familiales et Rurales complète le dispositif.○ Formation professionnelle : les fonds de formation VIVEA pour les chefs d'exploitation et l'OCAPIAT pour les salariés permettent d'accompagner les acteurs du monde professionnel agricole tout au long de leur carrière. Le réseau des Chambres d'agriculture des différents départements est le premier prestataire de formation professionnelle.• Cependant, l'ensemble des formations n'est pas différencié, qu'elles s'adressent aux hommes ou aux femmes.
Allemagne	<ul style="list-style-type: none">• L'éventail et l'accès aux activités d'apprentissage tout au long de la vie pour les femmes rurales est large. Selon l'enquête sur l'éducation des adultes de 2018, les principales activités d'apprentissage menées par les adultes âgés de 18 à 64 ans sont l'éducation formelle (11 %), les activités d'apprentissage non formelles (52 %) et les activités d'apprentissage informelles (49 %). En 2018, les hommes ont participé davantage aux activités d'apprentissage non formelles et informelles que les femmes. Ces différences varient en fonction de la région (Ouest/Est) et d'autres facteurs tels que le secteur économique et les zones de vie (Bundesministerium für Bildung und Forschung, 2020). Environ 80 % des activités d'apprentissage non formel appliquaient un système de gestion de la qualité (BBF, 2020).<ul style="list-style-type: none">○ Les activités d'apprentissage non formel pour les femmes dans les zones rurales sont réalisées par quatre types d'acteurs : les prestataires publics, les associations ou communautés (Gemeinschaften), les entreprises et les prestataires de formation commerciale.○ Prestataires publics : centres d'éducation des adultes (Volkhochschule), universités, instituts de recherche, institution affiliée à une université, musées, bibliothèques.○ Associations ou communautés (Gemeinschaften) : associations professionnelles, chambres de commerce ou d'échanges, organisations patronales, syndicats ou



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



leur institution éducative, églises, associations à but non lucratif ou initiatives sociales, culturelles ou politiques.

- Prestataires de formation commerciale : instituts ou académies de formation commerciale, travailleurs indépendants, conseillers ou accompagnateurs.
 - Entreprises : employeurs et autres entreprises liées.
- Le nombre et le type d'activités d'apprentissage sont difficiles à quantifier et le type d'offre dépend de l'intérêt de chaque prestataire. La plupart de l'offre n'est pas ventilée entre hommes et femmes.
 - Des mesures politiques intégrées sont mises en œuvre au niveau de l'État fédéral. Le Bade-Wurtemberg a inclus dans sa politique de développement rural 2014-2020 un ensemble de mesures spécifiques pour les femmes rurales qui comprenaient des subventions pour la création et l'expansion des entreprises, le soutien de cours, d'ateliers et de coaching et la promotion de nouveaux réseaux (LEL, 2018).
 - La tendance déjà existante à la numérisation des méthodes de travail et d'apprentissage a été fortement accélérée par les mesures COVID (BMBF, 2020). Selon le ministère de l'éducation, les défis à venir pour l'éducation des adultes sont une offre axée sur les besoins, la numérisation croissante des parcours d'apprentissage, la transparence des informations sur les processus et les résultats et le développement de concepts pédagogiques (BMBF, 2020).



5. Résultat du projet

Cette section présente les principaux résultats de cette étude et est structurée comme suit :

- Premièrement, il décrit l'échantillon de femmes rurales et leur situation sur la base des questionnaires initiaux distribués au groupe cible (sous-sections 5.1 - 5.3).
- Deuxièmement, à l'aide du questionnaire, du groupe cible et du groupe de réflexion, les idées, les difficultés auxquelles les femmes rurales sont confrontées (section 5.4) sont évaluées et les formats de formation accessibles aux femmes rurales (sections 5.5 - 5.9).
- Sur la base de ce qui précède, un nouveau contenu de formation est exploré (sections 5.10 - 5.11) et la manière dont il devrait être promu (section 5.12) en s'appuyant sur les discussions approfondies du groupe de réflexion et du groupe de réflexion.
- Enfin, les implications politiques (section 5.13) et les principaux résultats de la recherche sont résumés (section 5.14)

5.1. Profil démographique du répondant au questionnaire

Cette première section présente les résultats démographiques du questionnaire, à savoir la catégorie d'âge, l'état civil et le plus haut niveau d'éducation atteint. Comme la question relative au revenu mensuel des ménages après impôts et déductions est taboue dans certains pays et a finalement été exclue dans deux d'entre eux, elle ne sera pas abordée ici. Au total, 268 femmes ont répondu au questionnaire. La figure 7 montre que près de 80 % des répondants avaient entre 25 et 55 ans, plus de la moitié d'entre eux ayant entre 35 et 55 ans dans tous les pays. Si l'on

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	AVERAGE
18 - 24	20,0%	1,3%	3,5%	0,0%	4,7%
25 - 34	35,0%	22,1%	23,5%	14,3%	22,9%
35 - 44	20,0%	42,9%	30,6%	21,4%	30,6%
45 - 54	10,0%	24,7%	30,6%	32,1%	26,0%
55 - 59	12,5%	6,5%	10,6%	23,2%	12,4%
60+	2,5%	2,6%	1,2%	8,9%	3,5%

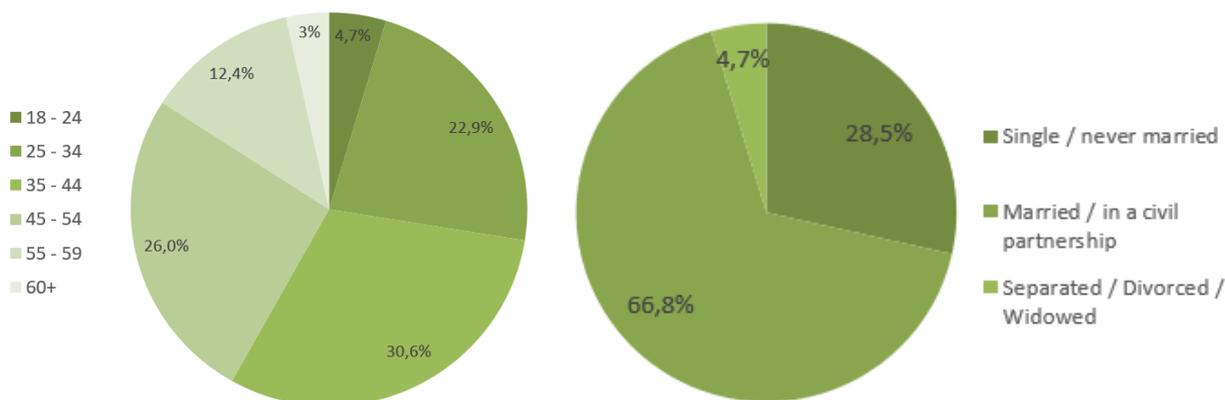
examine les résultats par pays (tableau **Tableau 5. Répondants au questionnaire par groupe d'âge (par pays)**

5), l'Irlande est le pays qui compte les répondants les plus jeunes (20 % avaient entre 18 et 24 ans et 55 % entre 18 et 44 ans), tandis que l'Allemagne est le pays le plus âgé, avec le pourcentage le plus élevé dans toutes les tranches d'âge plus mûr (environ 65 % des répondants avaient plus de 45 ans). La France et l'Espagne ont enregistré des réponses très similaires, représentant respectivement 67,5 % et 61 % des répondants âgés de 35 à 54 ans. En ce qui concerne leur état civil (figure 8), environ 28,5 % des répondants étaient célibataires ou n'avaient jamais été mariés, près de 67 % étaient mariés et moins de



5 % étaient divorcés, veufs ou séparés. Alors que les répondants allemands, français et espagnols sont pour la plupart mariés ou en partenariat civil (environ 87, 74 et 62% respectivement), 61,5% des Irlandais ayant répondu au questionnaire étaient célibataires ou n'avaient jamais été mariés..

Figures 7 and 8. Répondants au questionnaire par groupe d'âge (à gauche) et par état civil (à droite)



Comme le montre la figure 9, la plupart des personnes interrogées ont obtenu un diplôme de troisième niveau (62,5 %), tandis que 17,4 % ont un diplôme de fin d'études secondaires et 15,4 % un diplôme de formation/apprentissage. L'analyse diffère fortement lorsque l'on examine les chiffres par pays. Le tableau 6 montre que le pays ayant le niveau d'éducation le plus élevé est l'Irlande (82,5% avec un diplôme de troisième niveau). L'Allemagne enregistre le niveau de qualification le plus diversifié parmi les répondants.

Figure 9. Répondants au questionnaire selon le plus haut niveau d'éducation atteint

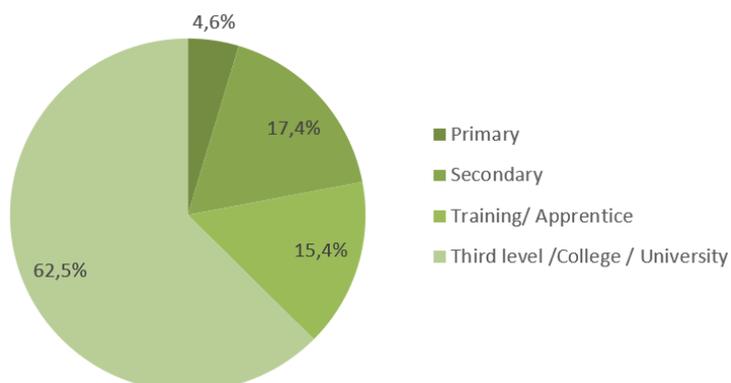




Tableau 6. Répondants au questionnaire selon le plus haut niveau d'éducation atteint (résultats par pays)

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	AVERAGE
Primary	0,0%	3,9%	9,3%	1,8%	4,6%
Secondary	12,5%	3,9%	23,3%	30,4%	17,4%
Training/ Apprentice	5,0%	32,5%	0,0%	23,2%	15,4%
Third level /College / University	82,5%	59,7%	67,4%	44,6%	62,5%

5.2. Emploi

La figure 10 montre que près de 40% des répondants ont un emploi, 29% sont des travailleurs indépendants et environ 20% correspondent à la catégorie "autres" (en raison des répondants français, puisque la moitié des participants ont choisi cette option). En ce qui concerne les particularités du pays (tableau 7), alors que la plupart des répondants irlandais et allemands étaient employés (72,5 % et 48 % respectivement), les femmes rurales espagnoles interrogées étaient des travailleuses indépendantes (48 %).

Figure 10. Réponses au questionnaire selon la situation professionnelle actuelle

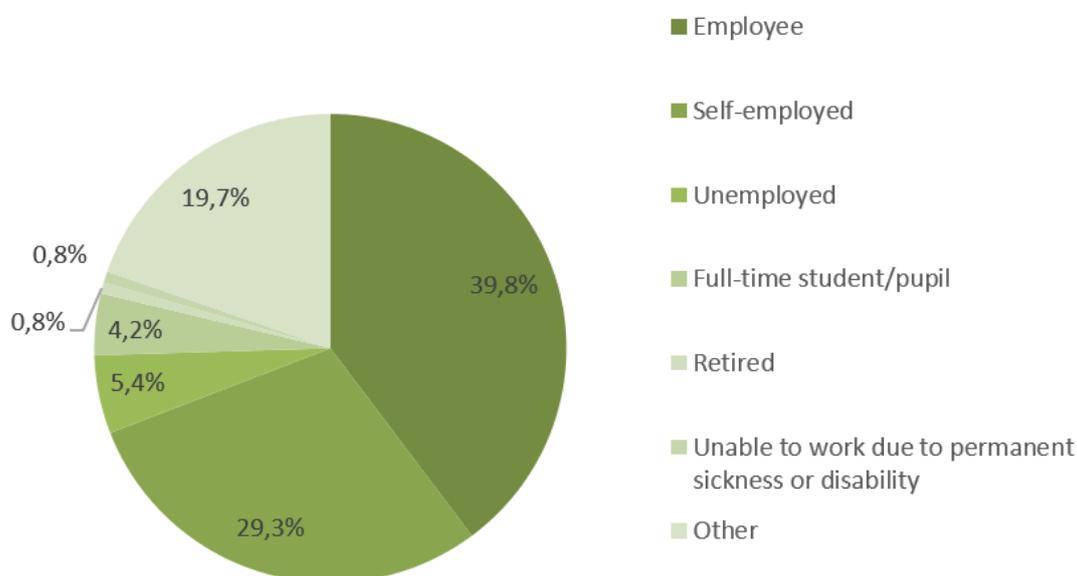


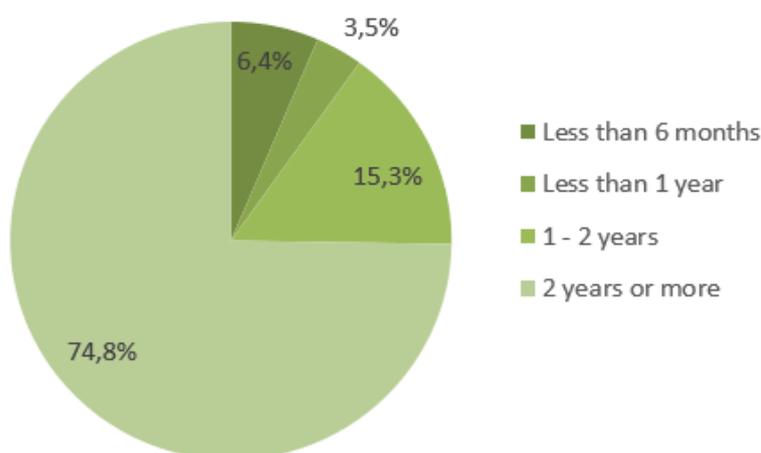


Tableau 7. Répondants au questionnaire selon la situation professionnelle actuelle (résultats par pays)

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	AVERAGE
Employee	72,5%	40,3%	18,6%	48,2%	39,8%
Self-employed	5,0%	48,1%	19,8%	35,7%	29,3%
Unemployed	0,0%	6,5%	10,5%	0,0%	5,4%
Full-time student/pupil	20,0%	1,3%	0,0%	3,6%	4,2%
Retired	0,0%	0,0%	0,0%	3,6%	0,8%
Unable to work due to permanent sickness or disability	0,0%	0,0%	1,2%	1,8%	0,8%
Other	2,5%	3,9%	50,0%	7,1%	19,7%

Comme le montre la figure 11, près des trois quarts des personnes qui sont salariées ou indépendantes occupent leur fonction actuelle depuis plus de 2 ans (seuls les partenaires irlandais représentent 60 %), tandis que 6,4 % des répondants occupent leur fonction actuelle depuis moins de 6 mois.

Figure 11. Depuis combien de temps le répondant occupe-t-il son emploi actuel.



Parmi ceux qui travaillent (figure 12 et tableau 8), 58% des répondants travaillent dans le secteur agricole (agriculture, sylviculture, pêche), la catégorie la plus choisie par les Français (85%), les Irlandais (70%) et les Allemands (33%). La deuxième catégorie d'emploi la plus élevée est "Autres" (16 %), la plus choisie avec le travail lié à

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	AVERAGE
Agricultural related work	70,3%	39,7%	85,3%	33,3%	57,9%
Tourism Hospitality	2,7%	7,9%	2,9%	8,3%	5,6%
Industry, Trade and service	10,8%	0,0%	4,4%	22,9%	8,3%
Education	8,1%	12,7%	4,4%	22,9%	11,6%
Economy and Finances	0,0%	0,0%	0,0%	2,1%	0,5%
Transportation and Storage	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Other	8,1%	39,7%	2,9%	10,4%	16,2%

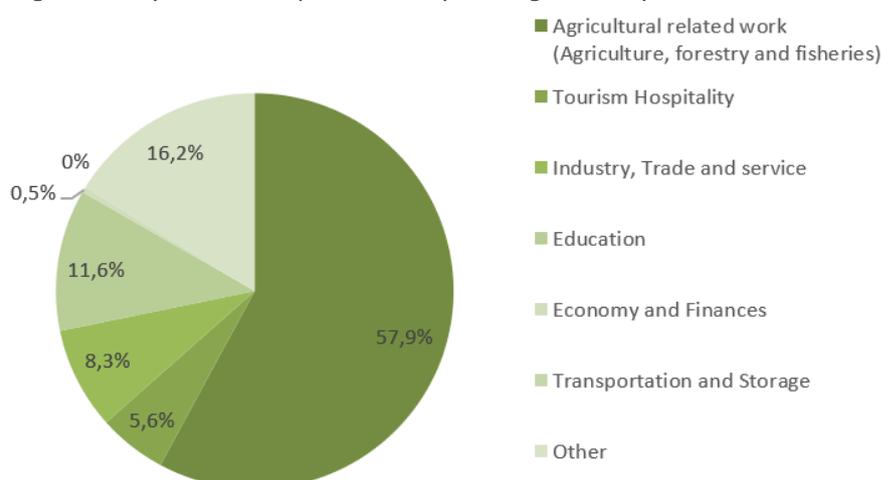
Tableau 8. Répondants au questionnaire par catégorie d'emploi actuelle (par

l'agriculture en Espagne (39,7 % chacun). La troisième catégorie d'emploi est l'Éducation, avec 11,6 %



des réponses globales, qui a enregistré un pourcentage considérable de réponses en Allemagne (23 %), en Espagne (13 %) et en Irlande (8 %).

Figure 12. Répondants au questionnaire par catégorie d'emploi actuelle



5.3. Activités de volontariat

Le tableau 9 montre que 60,5 % des répondants sont engagés dans un travail volontaire. Il y a un pourcentage important de femmes engagées dans le bénévolat dans tous les pays du projet. Alors qu'en Allemagne, ce pourcentage est particulièrement élevé (80,5%), dans les autres pays, il est plus similaire (Irlande 57,5%, France 56% et Espagne 51%).

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	AVERAGE
Yes	57,5%	50,8%	55,8%	80,4%	60,5%
No	42,5%	49,2%	44,2%	19,6%	39,5%

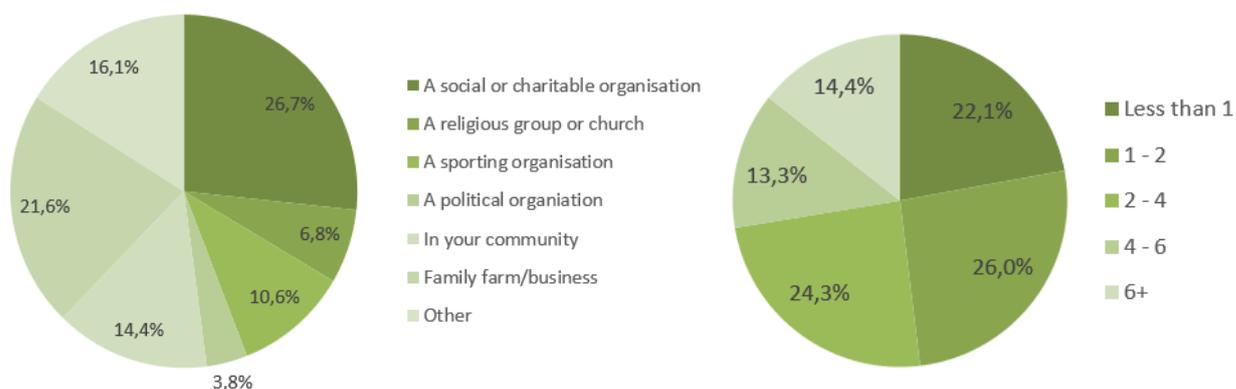
Tableau 9. Répondants impliqués dans des activités de volontariat

Parmi les personnes participant à des activités volontaires (figure 13), certaines ont choisi de s'engager dans plus d'une organisation et ont sélectionné un certain nombre d'options. Par ordre décroissant d'importance, il s'agit de "Une organisation sociale ou caritative" (26,7%), "Une exploitation agricole/entreprise familiale" (21,6%), "Autre" (16,1%), "Dans votre communauté" (14,4%), "Une organisation sportive" (10,6%), "Un groupe religieux ou une église" (6,8%) et "Une organisation politique" (3,8%). Malgré quelques différences, en termes généraux, les deux premières options sont les plus choisies dans tous les pays.

La figure 14 montre que le temps moyen consacré aux activités volontaires est inférieur à 4 heures pour 72,4% des personnes interrogées, tandis que 14,4% y consacrent plus de six heures par semaine.



Figures 13 and 14. Répondants par catégorie de travail volontaire (à gauche) et heures consacrées par semaine (à droite)



5.4. Difficultés rencontrées par les femmes rurales pour accéder à la formation

Les répondants avaient la possibilité de sélectionner plusieurs difficultés possibles pour accéder à la formation, c'est pourquoi les chiffres bruts sont présentés à la figure 15. La distance par rapport au centre de formation (143/496) et les autres responsabilités - soins, tâches domestiques, agriculture - (138/496) ont été sélectionnées comme les principales difficultés. Le calendrier du programme de formation (109/496) et le choix limité de formation (96/496) ont été choisis par les répondants comme étant les principales difficultés d'accès aux programmes de formation. Toutes les difficultés présentées montrent un pourcentage significatif de réponses dans tous les pays (tableau 10).

Figure 15. Principales difficultés rencontrées par les répondants au questionnaire pour accéder aux cours de formation





Table 10. Principales difficultés rencontrées par les répondants au questionnaire pour accéder aux cours de formation (par pays)

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	TOTAL
Limited choice	17	27	36	16	96
Distance to the training centre	27	37	50	29	143
Timing schedule not suitable	25	34	23	27	109
Other responsibilities (caring/domestic duties/farming)	17	42	50	29	138
No unforeseen difficulties	2	4	0	4	10
TOTAL	88	144	159	105	496

Les groupes de discussion et de réflexion des quatre pays partenaires ont identifié un large éventail de défis rencontrés par les femmes rurales pour accéder à la formation. Les principales difficultés relevées dans les rapports des quatre pays coïncident pour l'essentiel avec celles qui figurent dans le questionnaire :

- **Manque de temps en raison de la multiplicité des rôles** : responsabilités de soins aux enfants et aux personnes âgées, tâches ménagères et personnelles.
- **Géographie et mobilité** : distances, déplacements, trajets domicile-travail et problèmes de mobilité.
- **Rôles stéréotypés et invisibilité sociale** : faible participation des femmes à la vie publique et manque de reconnaissance de leur rôle.
- **Faible estime de soi et manque de confiance en soi** : moindre valorisation/reconnaissance de leur propre contribution, ce qui peut entraîner une moindre priorité dans l'investissement en soi ; niveaux d'efficacité entrepreneuriale perçus comme inférieurs (capacité à atteindre des résultats) ; plus grande aversion au risque et attitudes perfectionnistes que les hommes.
- **Manque d'offre et de conditions de formation appropriées** : la valeur de la formation n'est pas claire ; offre de formation plus faible ; timing ou temps de formation inadéquat, sujets trop abstraits ou avec un faible potentiel d'application ; formations généralisées qui ne correspondent pas aux spécificités de leur entreprise ; résultats d'apprentissage inappropriés ; infrastructure faible ou accès de mauvaise qualité à la large bande
- **Les coûts d'accès à la formation** (y compris les frais de déplacement) et le manque de soutien financier.



5.5. Participation à des manifestations d'éducation et de formation

Le tableau 11 illustre le nombre de répondants au questionnaire qui ont participé à des événements de formation ou d'éducation au cours des 12 derniers mois (mars 2019 - mars 2020). 72,2 % ont déclaré avoir participé à un atelier, à une journée portes ouvertes à la ferme ou à un autre événement de formation ou d'éducation.

Aucune différence majeure

dans les pourcentages n'est constatée entre les pays participants..

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	TOTAL
Yes	72,5%	63,6%	78,7%	72,7%	72,2%
No	27,5%	36,4%	21,3%	27,3%	27,8%

Table 11. Répondants ayant participé à des activités d'éducation et de formation au cours des 12 derniers

Certains répondants ont participé à plus d'un type d'événement (plusieurs réponses ont été sélectionnées), de sorte que les chiffres bruts sont indiqués à la figure 16. Les événements d'éducation et de formation agricole ont été les plus populaires auprès des répondants (131/228), tandis que 73 répondants ont participé à des événements d'éducation/de formation touristique et 24 ont sélectionné d'autres types d'événements. Comme le montre le tableau 12, tous les pays, à l'exception de l'Espagne, ont choisi l'agriculture comme type d'événement d'éducation ou de formation le plus populaire.

Figure 16. Répondants par type de manifestation d'éducation et de formation suivie au cours des 12 derniers mois

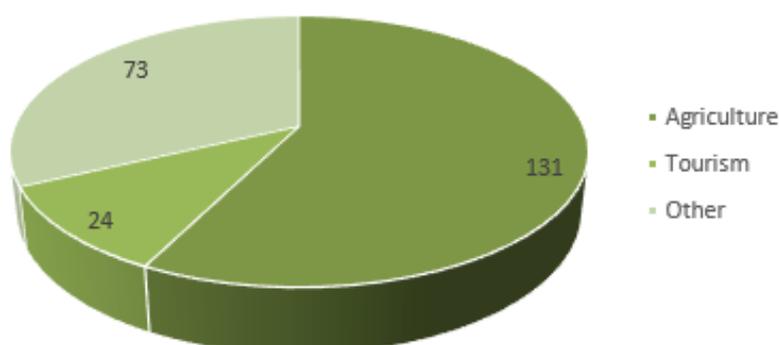


Table 12. Répondants par type d'événement d'éducation et de formation suivi au cours des 12 derniers mois (par pays)

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	TOTAL
Agriculture	24	21	62	24	131
Tourism	2	8	5	9	24
Other	10	47	7	9	73
TOTAL	36	76	74	42	228



5.6. Raisons liées au travail pour entreprendre un programme de formation ou d'éducation

Comme les répondants au questionnaire pouvaient choisir plusieurs options, les données brutes sont présentées à la figure 17 et au tableau 13. Les répondants de tous les pays ont suivi des cours de formation ou d'éducation principalement "pour acquérir de nouvelles compétences" (215/600). La deuxième raison d'entreprendre de tels cours était "pour exceller dans mon travail" (159/600), également choisie dans tous les pays. Les troisième et quatrième options étaient "améliorer les perspectives de carrière" (95/600) et "créer ma propre entreprise/société" (71/600).

Figure 17. Raisons professionnelles d'entreprendre un programme de formation ou d'éducation

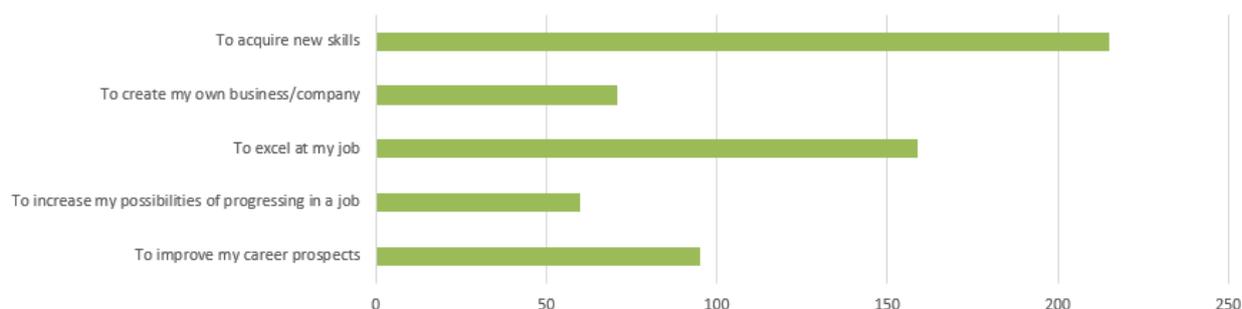


Tableau 13. Raisons liées au travail pour entreprendre un programme de formation ou d'éducation (par pays)

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	TOTAL	
To improve my career prospects	26	33	16	20	95	15,8%
To increase my possibilities of progressing in a job	22	27	3	8	60	10,0%
To excel at my job	26	35	74	24	159	26,5%
To create my own business/company	4	21	22	24	71	11,8%
To acquire new skills	28	52	85	50	215	35,8%
TOTAL	106	168	200	126	600	74%

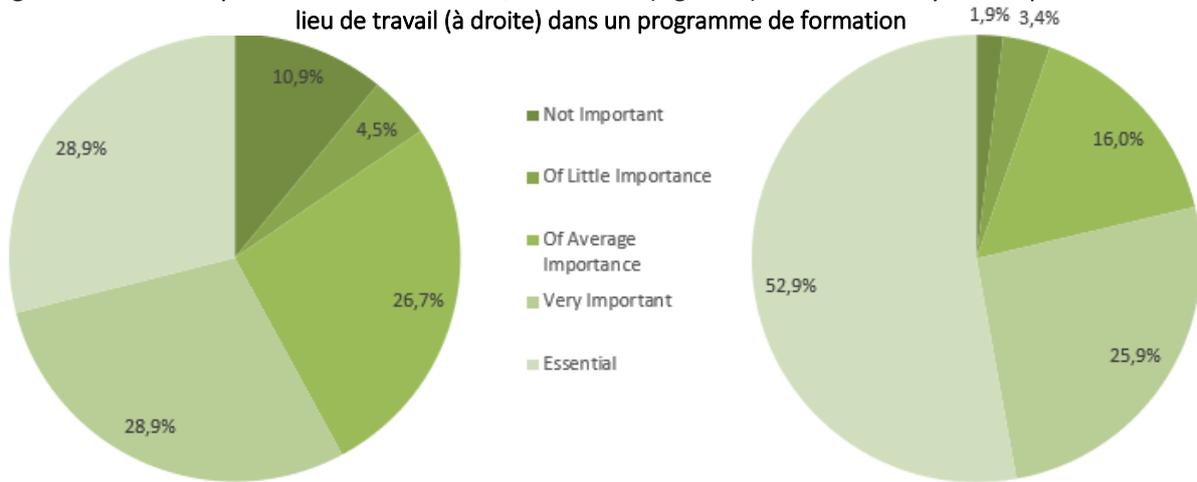
5.7. Caractéristiques importantes du programme de formation

Les répondants au questionnaire ont été invités à classer l'importance de certaines caractéristiques dans la conception d'un programme de formation dans sept questions du questionnaire (Annexe I, questions 2-8).

La figure 18 montre que 57,8% des répondants ont considéré l'accréditation comme "essentielle" ou "très importante", tandis que 26,7% ont mentionné "d'importance moyenne" et 15,4% "de peu d'importance" ou "pas importante". La figure 19 montre que 78,8% des répondants considèrent qu'il est "essentiel" ou "très important" d'inclure un contenu pertinent pour le lieu de travail.

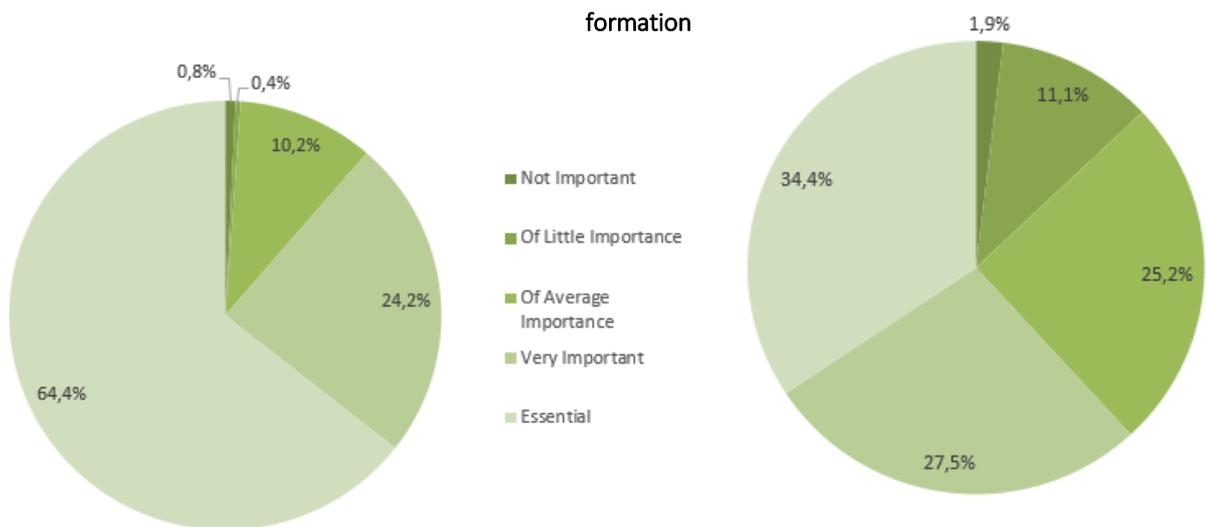


Figures 18 and 19. Importance de l'accréditation/certification (à gauche) et du contenu ayant une pertinence sur le lieu de travail (à droite) dans un programme de formation



Les figures 20 et 21 révèlent que les participants considèrent les questions clés comme une bonne conception du programme et de la durée lorsqu'ils participent à un programme de formation, puisque 88,6 % et 61,9 % respectivement ont choisi les options "essentiel" ou "très important", alors que seulement 1,1 % et 13 % ont opté pour les options "peu important" ou "pas important".

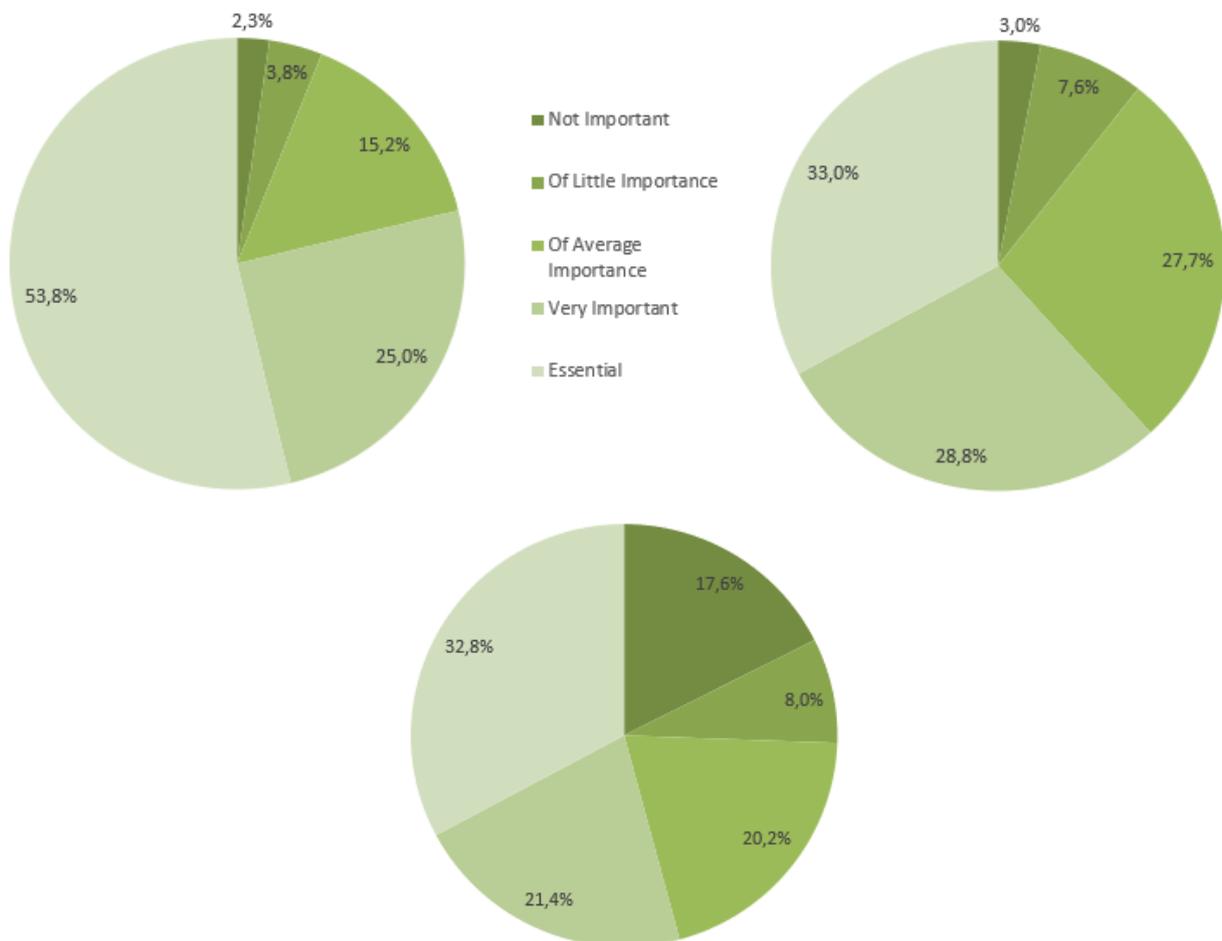
Figures 20 and 21. Importance d'un bon curriculum (à gauche) et d'une bonne durée (à droite) dans un programme de formation





Les répondants ont également souligné la pertinence d'objectifs d'apprentissage clairs (figure 22), de l'apprentissage par les pairs (figure 23) et des possibilités d'emploi (figure 24), les options "essentiel" ou "très important" représentant respectivement 78,8%, 61,8% et 54,2%. Les options "peu important" ou "pas important" ont été choisies par 6,1%, 10,6% et 25,6% des répondants respectivement. Ce dernier pourcentage plus élevé est dû aux réponses françaises (43,8% des répondants français ont considéré les options d'emploi comme "non importantes").

Figures 22, 23 and 24. Importance d'objectifs d'apprentissage clairs (à gauche), de possibilités d'apprentissage entre pairs (à droite) et de possibilités d'emploi (en bas) dans un programme de formation



- En résumé, malgré quelques différences dans l'ordre donné dans chaque pays, on peut généralement conclure que les trois principales caractéristiques sélectionnées comme "essentiels" par les répondants sont une bonne conception des programmes (64,4%), des objectifs d'apprentissage clairs (53,8%) et la pertinence sur le lieu de travail (52,9%). Les autres



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROOC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



caractéristiques jugées essentielles par les répondants, par ordre décroissant, sont la durée du programme (34,4%), l'apprentissage en équipe et les possibilités d'emploi (33% et 32,8% respectivement) et l'accréditation (28,9%).

Les groupes de discussion et les groupes de réflexion des quatre pays partenaires ont identifié certains aspects souhaitables à prendre en compte lors de la conception de la formation. Voici quelques-unes des principales caractéristiques soulignées dans les rapports nationaux :

- Le contenu doit être axé **sur les besoins à court ou moyen terme et être motivant, inspirant ou soutenir des objectifs ambitieux** tels que la constitution d'un héritage familial.
- Le contenu doit être **pratique, répondre à des besoins spécifiques et être applicable à leurs intérêts**. Les sujets généraux (par exemple, les compétences transversales) dont les applications sont vagues ou peu claires ont été jugés moins attrayants.
- **Les aspects sociaux, tels que l'engagement des formateurs** (en particulier pour l'enseignement à distance), **la mise en réseau, le tutorat et l'inclusion de modèles dans la formation ont été identifiés comme un attrait potentiel majeur**, en particulier à la lumière de l'isolement que peuvent connaître certaines femmes rurales.
- La formation devrait être **gratuite ou peu coûteuse, flexible (manque de temps) et accessible (commodité)**, en tenant compte des engagements des femmes rurales.
- Il convient de privilégier les **techniques d'apprentissage appropriées**, notamment **l'apprentissage par l'expérience, les échanges entre pairs, les modules d'apprentissage par la pratique et l'échange de pratiques**.
- Incorporation d'un langage inclusif, de modèles féminins et de coaches expertes pour aider à briser les stéréotypes liés au genre.
- **L'accréditation informelle** pourrait être une option pour les participants.
- **Utilisation de nouvelles méthodes mixtes d'apprentissage** : combinaison de formation en face à face et en ligne (voir section 5.8).



5.8. Mode de formation préféré

La figure 25 illustre le mode de prestation préféré du programme de formation pour les répondants au questionnaire. Le face à face avec un peu de soutien et de ressources en ligne (47,2 %) a été le plus populaire, tandis que le mode le moins préféré a été entièrement en ligne, choisi par seulement 3,6 % des répondants. Les deux options ont été choisies comme étant la première et la dernière dans tous les pays (tableau 14).

Figure 25. Mode de formation préféré des répondants au questionnaire

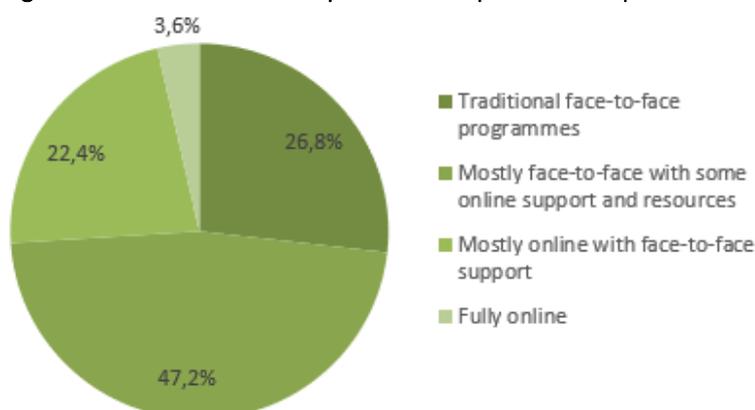


Table 14. Mode d'exécution d'un programme de formation préféré des répondants au questionnaire (par

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	TOTAL
Traditional face-to-face programmes	28,2%	15,1%	35,4%	28,6%	26,8%
Mostly face-to-face with some online support and resources	38,5%	49,3%	48,8%	48,2%	47,2%
Mostly online with face-to-face support	30,8%	30,1%	12,2%	21,4%	22,4%
Fully online	2,6%	5,5%	3,7%	1,8%	3,6%

Les résultats des questionnaires ont été confirmés par les groupes de discussion et les groupes de réflexion, qui ont estimé qu'une combinaison appropriée de prestations devrait être l'option la plus souhaitable pour gagner en flexibilité, en combinant le face à face et l'Internet pour répondre aux besoins des femmes rurales.

Dans ce cadre, le rapport allemand a mentionné l'augmentation de l'utilisation de nouvelles méthodes d'apprentissage mixtes et leur pertinence pour réduire la distance, la flexibilité en matière de temps, et pour se conformer à leurs réglementations. Si certaines personnes interrogées ont exprimé des doutes



sur les seuls modules en ligne, elles ont également mentionné que les mesures adoptées pendant le verrouillage en raison de l'épidémie de COVID-19 ont obligé les formateurs et les stagiaires à rechercher de nouvelles façons d'interagir et à établir de nouvelles normes.

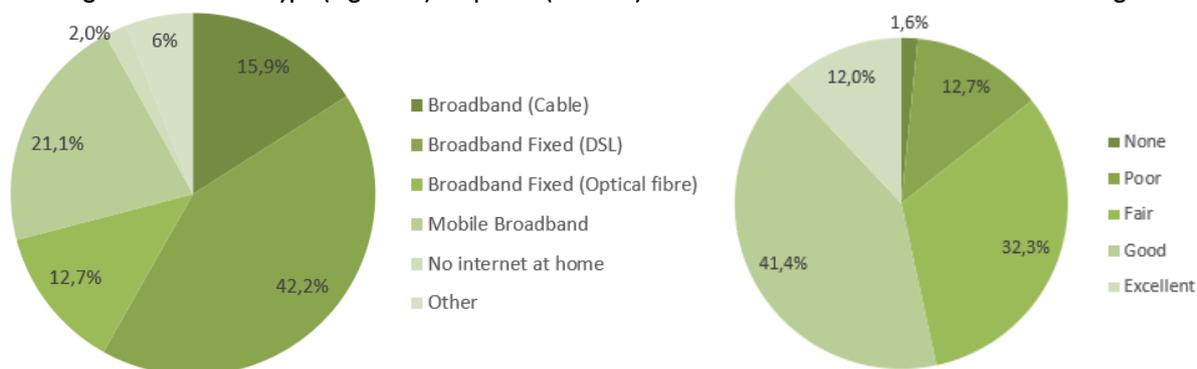
Le rapport espagnol souligne l'importance de fixer un calendrier de formation adéquat, de faciliter les déplacements des participants et même de fournir des services de garde d'enfants, tandis que la recherche irlandaise recommande des sessions en face à face qui se déroulent le week-end, où l'on pourrait envisager de mettre en place des services de garde d'enfants et de proximité. Le rapport français souligne également l'importance de passer à des formules plus souples, voire de proposer des formations individuelles.

5.9. Connectivité à Internet

Dans la figure 26, 42 % des répondants au questionnaire ont déclaré disposer d'une connexion fixe à large bande (DSL) - première option choisie dans tous les pays sauf l'Irlande - et 21,1 % des répondants ont une connexion mobile à large bande. Seuls 2 % des personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont déclaré ne pas avoir d'internet à la maison.

Parmi ceux qui disposent d'une connexion internet (figure 27), 73,7 % ont jugé la qualité de leur connexion internet "moyenne" ou "bonne" et 12 % "excellente". 12,7 % ont considéré leur connexion comme "mauvaise" ou ont déclaré "pas de connexion" (1,6 %). L'Espagne est le pays où les conditions de connectivité sont les plus mauvaises, un répondant sur quatre ayant déclaré "aucune" ou "mauvaise" connexion.

Figures 26 and 27. Type (à gauche) et qualité (à droite) de la connectivité à l'internet dans les ménages





5.10. Contenu du programme de formation : aptitudes transversales de base, compétences clés

Le tableau 15 et la figure 28 résument les préférences des répondants au questionnaire du groupe de discussion concernant les compétences clés de la Commission européenne pour l'apprentissage tout au long de la vie à inclure dans un cours de formation.

Figures 28. Classement des répondants aux groupes de discussion concernant les compétences clés qu'ils souhaitent voir figurer dans un cours de formation (nombre total de réponses)

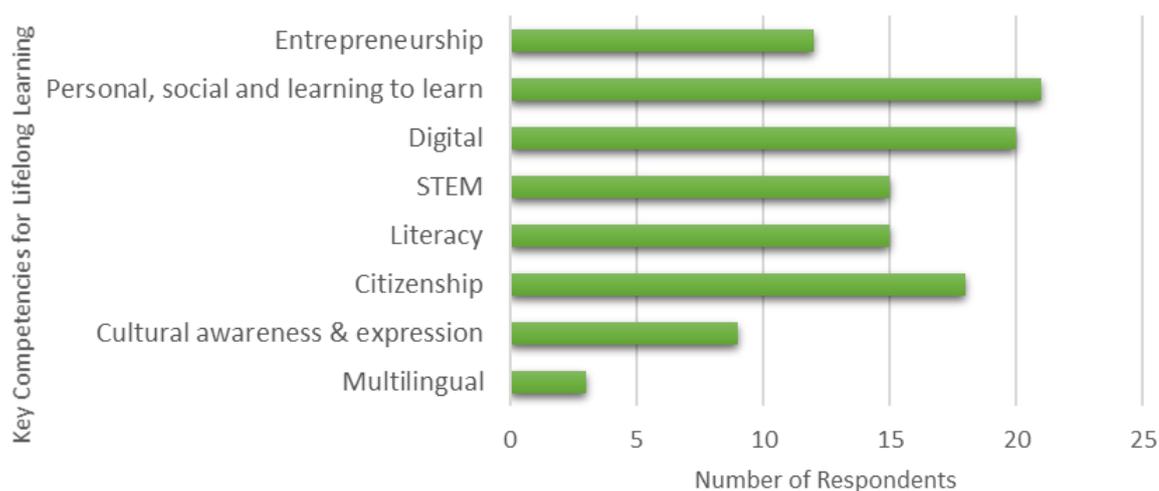


Table 15. Classement des compétences clés à inclure dans un cours de formation par les répondants des groupes de discussion (réponses par pays)

	France (CDA24)	Irlande (CIT)	Espagne (INTIA)	Allemagne (UHOH)
Multilingual	7 th -8 th (0 resp.)	8 th (1 response)	7 th -8 th (2 resp.)	5 th - 7 th (1 resp.)
Cultural awareness & expr.	6 th (2 responses)	7 th (3 responses)	6 th (3 responses)	5 th - 7 th (1 resp.)
Citizenship	3rd (6 responses)	4 th - 6 th (4 resp.)	1st- 2nd (7 resp.)	4 th (2 responses)
Literacy	5 th (4 responses)	4 th - 6 th (4 resp.)	3rd (6 responses)	8 th (0 responses)
STEM	2nd (7 responses)	4 th - 6 th (4 resp.)	7 th -8 th (2 resp.)	5 th - 7 th (1 resp.)
Digital	4 th (5 responses)	1st- 3rd (5 resp.)	1st- 2nd (7 resp.)	1st- 3rd (3 resp.)
Personal, social & learning to learn	1st (9 responses)	1st- 3rd (5 resp.)	4 th - 5 th (4 resp.)	1st- 3rd (3 resp.)
Entrepreneurship	7 th -8 th (0 resp.)	1st- 3rd (5 resp.)	4 th - 5 th (4 resp.)	1st- 3rd (3 resp.)



- **Les compétences personnelles, sociales et d'apprentissage** (21 réponses) et **les compétences numériques** (20 réponses) sont les compétences clés les plus choisies pour être incluses dans un cours de formation, étant toutes deux dans le Top 3 de trois des pays partenaires. Alors que la première était classée 4-5ème en Espagne, la seconde était la quatrième préférence en France.
- **La citoyenneté** (18 réponses) a été classée troisième globalement et a été classée première avec le numérique en Espagne, troisième en France et quatrième en Allemagne et en Irlande (avec l'alphabétisation et les STEM en Irlande).
- **L'alphabétisation et les mathématiques, les sciences, les technologies et l'ingénierie (STEM)** ont été classées en quatrième et cinquième position en termes d'importance.
 - L'alphabétisation se situe dans une position intermédiaire dans le classement de tous les pays, sauf dans le cas de l'Allemagne, où elle n'a pas été mentionnée comme pertinente en raison du niveau d'éducation élevé des répondants.
 - Le classement des STEM n'est pas cohérent d'un pays à l'autre : deuxième en France, 4-6e en Irlande, 5-7e en Allemagne et 7-8e en Espagne..
- **L'esprit d'entreprise** a également fait l'objet d'une évaluation variée selon les pays, se situant dans le top 3 en Irlande et en Allemagne, une position intermédiaire en Espagne (4-5ème) et sans importance en France.
- **La sensibilisation et l'expression culturelles** ont été classées comme l'avant-dernière option du classement général, se situant entre la 5e et la 7e place dans chaque pays.
- **Le multilinguisme** a été placé en bas du classement, car il a été choisi comme dernière option par tous les partenaires, à l'exception de l'Allemagne (5-7ème position).

Les discussions des groupes de discussion et des groupes de réflexion révèlent les points suivants au niveau des pays:

Irlande

- Une différence potentielle entre le Focus Group et le Think Tank était l'importance des méta compétences ou des compétences interpersonnelles. La discussion du groupe de réflexion a indiqué qu'un contenu avec une application claire à court terme serait le plus attrayant. Cependant, le groupe de réflexion a donné la priorité aux capacités générales, à la confiance et à l'autogestion. Par conséquent, il peut être utile de promouvoir les avantages à court terme pour accroître l'attrait et la participation tout en concevant la formation en mettant fortement l'accent sur les méta compétences, avec plus d'avantages à moyen et long terme.
- La capacité à définir clairement les idées et à les communiquer est considérée comme fondamentale pour que les femmes assument davantage de rôles de direction et plaident



	<p>en faveur du changement au sein des entreprises familiales. On pourrait dire que cela aide les femmes rurales à "raconter leur histoire" et à faire voyager les autres. Pour développer ces compétences, le groupe de réflexion a recommandé de mettre l'accent sur la socialisation et l'apprentissage par l'expérience.</p> <ul style="list-style-type: none">• Plusieurs participants au groupe de réflexion ont indiqué que l'intelligence émotionnelle était importante pour aider les participants à se comprendre eux-mêmes et à comprendre les personnes importantes dans leur vie.
Espagne	<ul style="list-style-type: none">• Plusieurs participants au groupe de discussion ont souligné l'importance d'améliorer l'estime de soi, les compétences personnelles et organisationnelles. Il peut donc être utile d'équilibrer les compétences sociales, personnelles et techniques.• - Plusieurs participants au groupe de réflexion ont souligné la nécessité d'une "formation technique" mais aussi d'une formation qui permette aux femmes de se renforcer en tant qu'individus, d'améliorer la connaissance de soi et de se donner des moyens d'action individuels et collectifs. À cet égard, la nécessité de construire des réseaux et une communauté stables a été soulignée. Pour développer ces compétences, le groupe de réflexion a recommandé de mettre l'accent sur la socialisation et l'apprentissage par l'expérience.
France	<ul style="list-style-type: none">• Le groupe de réflexion a souligné la nécessité d'acquérir des compétences/méthodes telles que la formation à la recherche sur Internet, à la gestion de la vie privée et à la gestion de projets.• Le groupe de réflexion a souligné l'importance de la formation pour doter les femmes de véritables compétences afin qu'elles puissent être plus confiantes pour s'impliquer dans la vie sociale et politique (associations, élus professionnels ou politiques, etc.). Le Think Tank insiste sur l'importance de renouveler les élus des organisations agricoles avec des représentantes qui apportent une sensibilité différente.
Allemagne	<ul style="list-style-type: none">• Les experts du Think tank ont souligné l'importance de développer les compétences en matière de communication et de relations sociales par le biais du programme de formation. Un contenu lié à la communication, au leadership, aux compétences sociales et à la mise en réseau a été suggéré pour la formation.• L'approche devrait se concentrer sur l'échange, l'apprentissage par la pratique et l'utilisation de modèles de rôle au lieu de présentations théoriques. Selon les termes d'une personne interrogée, "parler avec l'esprit d'entreprise et non pas à propos de l'esprit d'entreprise".

5.11. Contenu du programme de formation. Compétences techniques spécifiques : agriculture durable, numérisation, esprit d'entreprise, finance et tourisme

Les répondants au questionnaire ont classé la compétence technique spécifique proposée par ordre d'importance décroissante comme Agriculture, Numérisation, Entrepreneuriat, Finance et Tourisme (Figure 28). L'agriculture a été jugée "essentielle" par 49,4 % des répondants, suivie par la



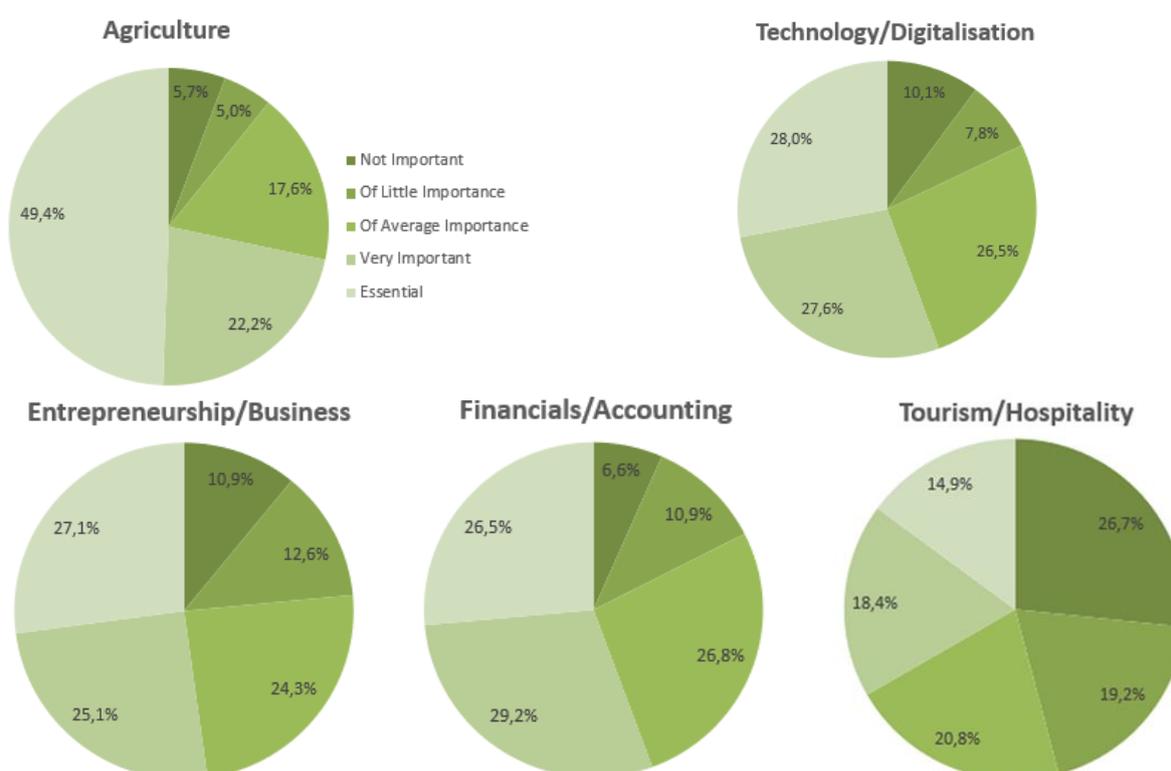
technologie/numérisation, l'entrepreneuriat/les affaires et les finances et la comptabilité, avec des pourcentages très similaires (28 %, 27,1 % et 26,5 % pour la compétence "essentielle"), tandis que le tourisme/hospitalité a été classé comme la compétence la moins importante (14,9 %). Les résultats sont presque identiques si l'on considère les évaluations "essentiel" et "très important" ensemble.

Si l'on examine les réponses au niveau des pays (tableau 16), les résultats sont globalement similaires. L'agriculture et le tourisme ont été choisis comme première et dernière option dans tous les pays respectivement, avec le plus grand et le plus petit pourcentage d'évaluation "essentiel" et "très important". La différence la plus évidente concerne le classement des services financiers, qui est faible en Irlande et élevé en France (tableau 16).

Tableau 16. Pourcentage de réponses "essentiels" au questionnaire sur les compétences techniques spécifiques proposées

	CIT	INTIA	CDA24	UHOH	TOTAL
Agriculture	45,0%	53,9%	58,4%	32,1%	49,4%
Technology/Digitalisation	20,0%	36,4%	22,6%	30,4%	28,0%
Entrepreneurship/Business	10,0%	40,3%	18,9%	32,1%	27,1%
Financials/Accounting	15,0%	30,3%	31,4%	21,8%	26,5%
Tourism/Hospitality	10,0%	16,9%	12,2%	19,6%	14,9%

Figure 28. Evaluation des répondants au questionnaire sur les compétences techniques spécifiques proposées



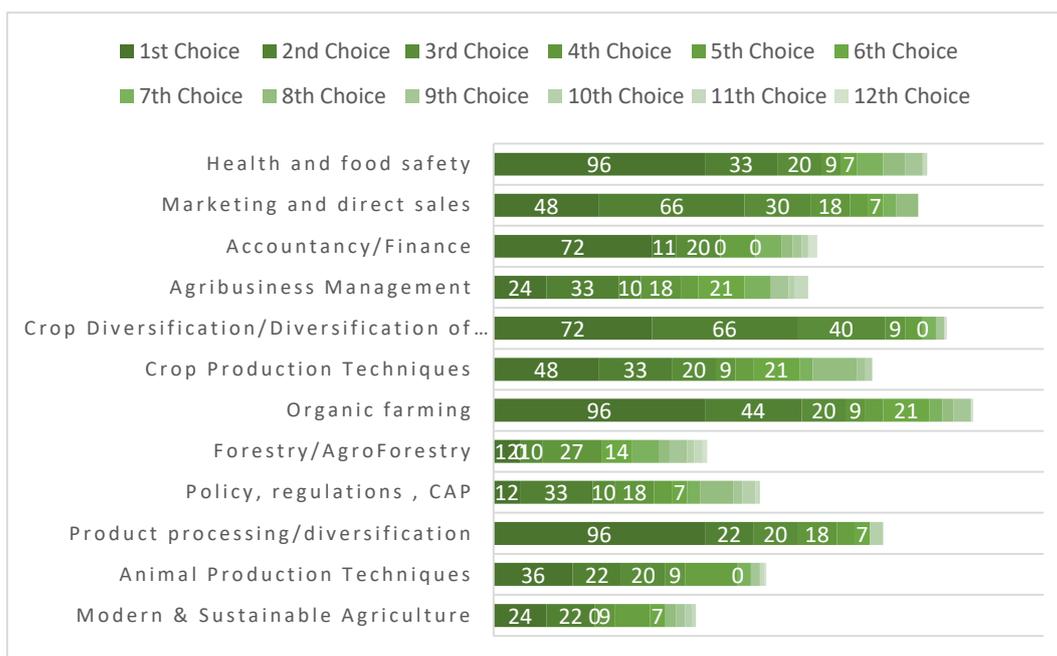


5.11.1. Agriculture

Les groupes de discussion des quatre pays participants ont été invités à classer l'importance relative des contenus de formation proposés dans le domaine de l'agriculture et de la transformation alimentaire durables. Comme l'illustre la figure 29, les six premiers sujets sont les suivants :

- **L'agriculture biologique** (218 répondants au total, dont 96 ont été sélectionnés comme premier choix, 44 comme deuxième et 20 comme troisième choix).
- **Diversification des cultures/Diversification de la production** (206 répondants au total, dont 72 ont été sélectionnés comme premier choix, 66 comme deuxième et 40 comme troisième choix).
- **Santé et sécurité alimentaire** (197 répondants au total, 96 sélectionnés comme premier choix, 33 comme deuxième choix et 20 comme troisième choix).
- **Marketing et ventes directes** (193 répondants au total, 48 sélectionnés comme premier choix, 66 comme deuxième choix et 30 comme troisième choix).
- **Transformation/diversification des produits** (177 répondants au total, 96 sélectionnés comme premier choix, 22 comme deuxième choix et 20 comme troisième choix).
- **Comptabilité/finances** (147 répondants au total, 72 sélectionnés comme premier choix, 11 comme deuxième choix et 20 comme troisième choix).

Figure 29. Priorités en matière d'agriculture et de transformation alimentaire durables





Les discussions des groupes de réflexion et des Think tanks révèlent les points suivants au niveau des pays:

Irlande	<ul style="list-style-type: none">• Les participants au groupe de discussion ont identifié la communication et la mise en réseau au sein du secteur agricole comme des compétences potentiellement importantes. La discussion du groupe de réflexion a permis de constater que les formations disponibles en matière de diversification étaient trop spécifiques et n'avaient donc de valeur que pour ceux qui avaient déjà des idées bien arrêtées. Un large aperçu des options de diversification serait donc utile. Les femmes qui se marient dans des exploitations agricoles familiales ont été identifiées comme étant potentiellement sous-desservies. Les formations concernant la législation agricole, la fiscalité et les subventions ont été identifiées comme des sujets d'intérêt potentiel pour ces femmes.• Le groupe de réflexion a identifié la valeur ajoutée aux produits et services comme une compétence clé, un cadre connexe mais distinct par rapport au groupe de réflexion, qui a donné la priorité au marketing et aux ventes directes. Le développement durable a également été bien classé parmi les participants au groupe de réflexion, mais a été moins mentionné par le groupe de réflexion, qui s'est intéressé davantage au respect des réglementations, à la santé et à la sécurité et aux subventions qu'à l'engagement direct dans le développement durable.• Les groupes de réflexion ont évoqué deux volets de formation. Le premier pourrait s'adresser aux personnes qui développent leurs activités actuelles (par exemple, les produits laitiers) et qui souhaitent se familiariser avec les politiques et les aides. Le second serait destiné à ceux qui souhaitent développer de nouvelles entreprises (se diversifier) et qui pourraient être plus intéressés par le marketing direct et les différentes formes de réglementation, comme la transformation alimentaire et l'agrotourisme.• En résumé, la santé et la sécurité, le marketing et la vente directe ont été soulignés comme étant des sujets prioritaires.
Espagne	<ul style="list-style-type: none">• Le groupe de réflexion a identifié l'agriculture biologique, une approche agroécologique et la valorisation des produits et services comme une compétence clé. L'identification des ressources disponibles a également été mise en avant, en mettant l'accent sur la diversification, la transformation et le traitement des aliments à petite échelle.• Deux participants du groupe de réflexion ont montré un intérêt pour la récupération des connaissances et des pratiques agricoles traditionnelles, des semences locales et des connaissances sur les médicaments à base de plantes pour les humains et le bétail.• Comme la transformation et la diversification des produits ont été soulignées, le cadre juridique de la transformation alimentaire à petite échelle et la vente directe sont des questions importantes à inclure dans les programmes de formation.• En résumé, l'agriculture biologique avec une approche agroécologique par la valeur ajoutée, l'horticulture et la diversification, le marketing et la vente directe et le cadre juridique pour les projets à petite échelle ont été mis en évidence comme étant des sujets hautement prioritaires.
France	<ul style="list-style-type: none">• Le groupe de réflexion s'est concentré sur les activités de transformation et la sécurité alimentaire (contrôle des processus).• Le thème de la diversification (en position 2) a été un thème récurrent dans tous les échanges avec les femmes, tant dans le groupe de réflexion que dans le groupe de réflexion, car la Dordogne est une terre de diversité et de diversification.• Le groupe de réflexion a insisté sur une analyse solide des possibilités et des risques de diversification, et sur la nécessité d'une étude de faisabilité pour établir la viabilité.• L'agriculture biologique occupe la troisième place, avec des variations vers l'agronomie et l'agro-écologie. Elle est parfois considérée comme une diversification pour les agricultrices déjà établies dans la région. Certaines femmes ont déclaré qu'avec ce type de production, elles font un choix de vie qui porte à leurs yeux des valeurs essentielles et un engagement citoyen (modes de vie sains, vente de produits sains, participation à la lutte contre les déchets et le réchauffement climatique en réduisant leur empreinte carbone, etc.). Sur cette question, les compétences recherchées sont le marketing, la maîtrise technique, les risques sanitaires et agronomiques.
Germany	<ul style="list-style-type: none">• Les sujets liés à l'agriculture les plus mentionnés sont ceux qui concernent le marketing et les ventes directes, la gestion des entreprises agricoles et la transformation ou la diversification des produits.• Certains répondants ont précisé que des sujets plus spécifiques devraient être adaptés aux caractéristiques des exploitations. Pour d'autres, des thèmes spécifiques sont actuellement disponibles à plusieurs endroits.

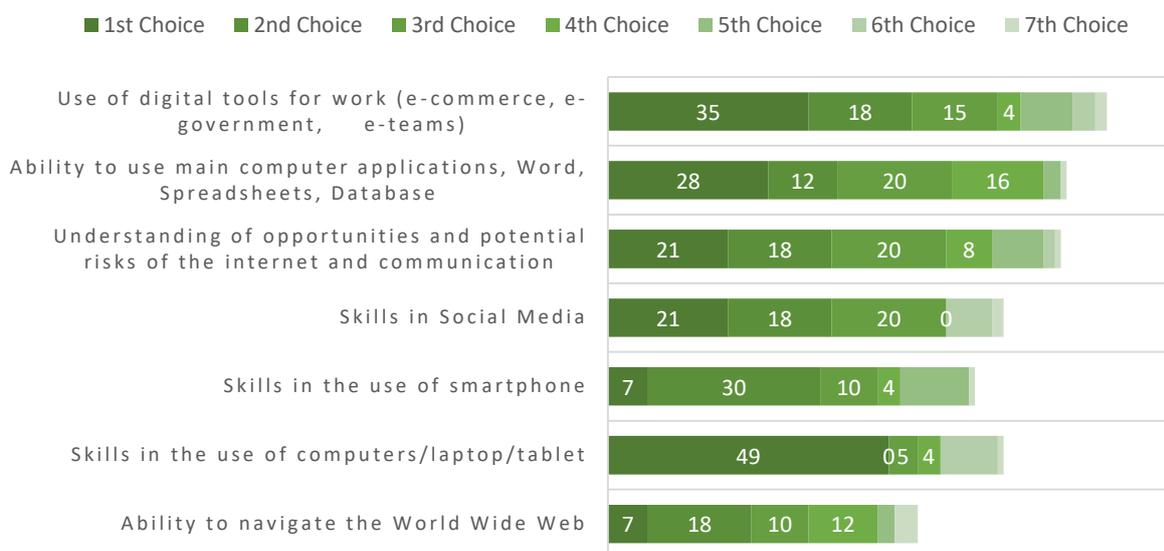


5.11.2. Numérisation/ Technologie

Les groupes de discussion des quatre pays participants ont été invités à classer l'importance relative du contenu de la formation dans le domaine de la numérisation et de la technologie (figure 30). Ils ont tous enregistré un nombre assez important de réponses, ce qui les rend tous pertinents, mais les plus choisis sont indiqués ci-dessous :

- **Utilisation d'outils numériques pour le travail - commerce électronique, administration en ligne, équipes en ligne** - (87 répondants au total, 35 sélectionnés comme premier, 18 comme deuxième et 15 comme troisième choix).
- **Capacité à utiliser les principales applications informatiques, Word, tableurs, base de données** (80 répondants au total, 28 sélectionnés comme premier choix, 12 comme deuxième et 20 comme troisième choix).
- **Compréhension des opportunités et des risques potentiels de l'internet et de la communication** (79 répondants au total, 21 sélectionnés comme premier choix, 18 comme deuxième et 20 comme troisième choix).
- **Compétences dans l'utilisation des ordinateurs/ordinateurs portables/tablettes** (69 répondants au total, 49 sélectionnés comme premier choix et 5 comme troisième choix).

Figure 30. Priorité des compétences en matière de numérisation





**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PRO

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Les discussions des groupes de réflexion et des Think tanks révèlent les points suivants au niveau des pays :

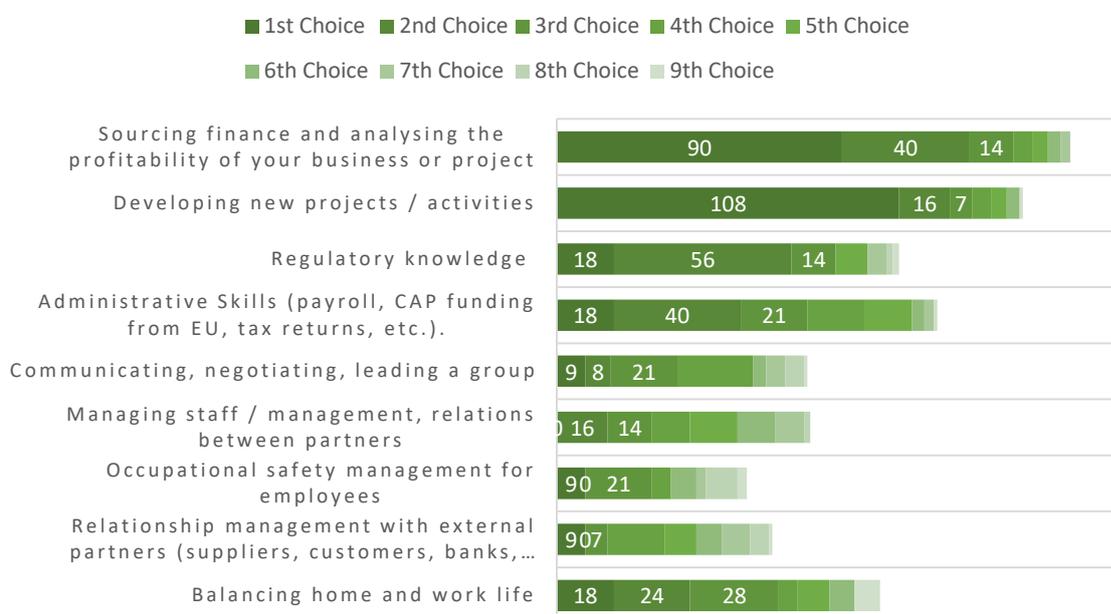
Irlande	<ul style="list-style-type: none">• Les discussions des groupes de discussion ont indiqué que les médias sociaux, le marketing des médias sociaux et, éventuellement, la création de sites web seraient intéressants. Le marketing interentreprises a également été mentionné en termes de marketing des médias sociaux.• En résumé, les logiciels et les pages web liés au travail, les nouvelles opportunités (et les risques) et les médias sociaux ont été identifiés comme des sujets prioritaires.
Espagne	<ul style="list-style-type: none">• Les discussions du groupe de réflexion ont indiqué que les médias sociaux, le marketing des médias sociaux et les compétences en matière de formation aux nouvelles technologies étaient des priorités.• En résumé, l'utilisation de base de l'ordinateur portable, l'utilisation des outils numériques, les pages web, les nouvelles opportunités (et les risques) et les médias sociaux ont été identifiés comme des sujets prioritaires.
France	<ul style="list-style-type: none">• Toutes les femmes interrogées se sont dites préoccupées par les différentes utilisations des outils numériques.• Grâce au projet "Erasmus+ SMART RURAL", nous avons pu constater qu'il y a beaucoup de progrès à faire pour optimiser l'utilisation des smartphones (beaucoup n'utilisent que des fonctions très basiques).• L'utilisation des réseaux sociaux a atteint le même niveau, il s'agit le plus souvent de rendre son activité visible pour les clients et de savoir comment créer son site et le faire vivre. L'optimisation de leur utilisation et la protection contre les risques viennent en second lieu. Certains de ces publics plus jeunes sont plus à l'aise, mais ils expriment néanmoins la nécessité de mieux utiliser ces outils pour gagner du temps dans les procédures administratives, rechercher des informations, identifier les risques de piratage et de piratage des données et assurer leur protection.
Allemagne	<ul style="list-style-type: none">• Parmi les compétences présentées, les personnes interrogées ont identifié comme étant les plus pertinentes l'utilisation des outils numériques pour le travail.• Plusieurs ont mentionné l'importance et les difficultés basées sur l'utilisation des médias sociaux comme outils de marketing et l'importance de mieux connaître les risques des nouvelles numérisations : droits, obligations, protection des données.

5.11.3. Entreprenariat/entreprises

Les groupes de discussion des quatre pays participants ont été invités à classer l'importance relative du contenu de la formation dans l'entrepreneuriat et les affaires.



Figure 31. Priorité aux compétences entrepreneuriales



Comme le montre la figure 31, les principaux thèmes sont les suivants :

- **Recherche de financement et analyse de la rentabilité de votre entreprise ou de votre projet** (162 répondants au total, dont 90 ont été sélectionnés comme premier choix, 40 comme deuxième et 14 comme troisième choix).
- **Développer de nouveaux projets/activités** (147 répondants au total, 108 sélectionnés comme premier choix, 16 comme deuxième et 7 comme troisième choix).
- **Compétences administratives - salaires, financement de la PAC par l'UE, déclarations fiscales, etc.** - (120 répondants au total, dont 18 ont été sélectionnés comme premier choix, 40 comme deuxième et 21 comme troisième choix).
- **Connaissances en matière de réglementation** (108 répondants au total, dont 18 ont été sélectionnés comme premier choix, 56 en second and 14 en 3ème choix).



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Les discussions des groupes de réflexion et des Think tanks révèlent les points suivants au niveau des pays :

Irlande	<ul style="list-style-type: none">• Au sein du groupe de réflexion, les assurances, les questions juridiques et l'évaluation des risques sont apparues comme des préoccupations générales. En particulier, il a été estimé que la diversification de l'exploitation pourrait mettre l'exploitation en danger. Les compétences en matière de communication et de négociation pour interagir avec les parties prenantes externes et les membres de la famille peuvent être utiles pour aider les femmes rurales à diriger le changement au sein des entreprises familiales.• Le groupe de réflexion a identifié l'entrepreneuriat au sens large de la conversion des idées en valeur comme étant un domaine d'intérêt clé (par rapport au sens étroit de la création d'entreprises). Plus précisément, l'éducation financière, le financement, l'esprit d'entreprise, les compétences en communication, le marketing, la budgétisation, l'autodéclaration des impôts et le droit du travail ont été identifiés comme des domaines de contenu utiles.• En résumé, le financement de projets novateurs, la planification et les connaissances réglementaires ont été des sujets de contenu spécifiques d'intérêt. Le groupe de réflexion a toutefois discuté de l'intérêt d'une définition plus large de l'esprit d'entreprise, qui ne se limiterait pas à l'entreprise novatrice et qui inclurait la transformation des idées en valeur dans une série de contextes.
Espagne	<ul style="list-style-type: none">• Le groupe de réflexion a identifié le besoin de développer les compétences, les attitudes et les capacités entrepreneuriales. Plus précisément, l'éducation financière, le financement et l'esprit d'entreprise. Ils ont souligné la nécessité d'être des modèles familiaux d'innovation pour l'économie collaborative, l'entrepreneuriat social et coopératif ainsi que des modèles liés à l'autosuffisance.• Les compétences en communication et le marketing ont été identifiés comme des domaines de contenu utiles.• En résumé, l'innovation sur les modèles de projets collaboratifs, l'attitude entrepreneuriale, la planification, le financement et les connaissances réglementaires ont été des sujets de contenu spécifiques d'intérêt.
France	<ul style="list-style-type: none">• Trouver un financement et prévoir la rentabilité de votre projet est la priorité numéro un de l'entrepreneuriat, qu'il s'agisse d'un projet à long terme (vente à un grossiste ou à une coopérative) ou d'un projet de vente directe.• - Les femmes ont insisté sur la difficulté de comprendre la prise de risque. Elles veulent se projeter dans les premières années de vie du projet et établir s'il est viable en utilisant des indicateurs fiables. Elles expriment la crainte que leur projet professionnel ne déséquilibre la vie familiale et ne leur permette pas de générer suffisamment de revenus.• - Le groupe de réflexion a insisté sur la nécessité d'acquérir des compétences en matière de gestion.• - Les participants du Think Tank estiment qu'il y a un fort enjeu économique et social à gérer toutes les procédures administratives aujourd'hui dématérialisées et qu'il est nécessaire de maîtriser l'informatique et la navigation sur le web. COVID-19 n'a fait que renforcer cette nécessité et c'est la communication web qui a pris le relais de la communication physique qui est impossible sur le plan professionnel ou familial (Skype...).



Allemagne

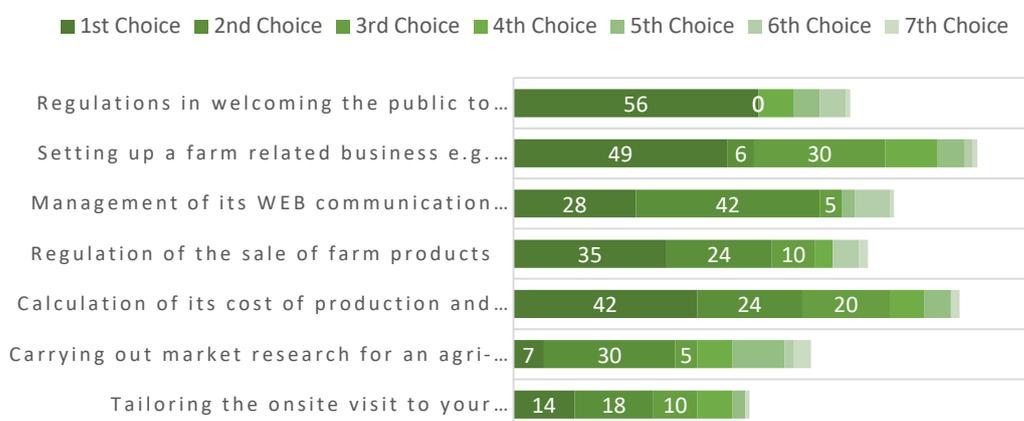
- Les personnes interrogées plus expérimentées ont estimé qu'en raison de leur formation et de leur expérience professionnelle, certains sujets ne les intéressaient pas (économie de base), car des concepts trop généraux ou trop abstraits n'ajouteraient rien à leurs connaissances actuelles. Il a plutôt été mentionné que la sélection des sujets devrait être faite en tenant compte des différents intérêts et niveaux de connaissance, et que l'esprit d'entreprise devrait être transmis non pas de manière conceptuelle mais de manière pratique.
- Plusieurs experts et personnes interrogées ont mentionné leur intérêt pour la mise en réseau et le partage d'expériences. Une des recommandations des experts sur ce sujet était d'établir la portée du programme de formation : quel niveau de production est souhaité : des femmes formées ou des start-ups créées ? En fonction de l'objectif, les modules devraient être adaptés.

5.11.4. Tourisme/Hospitalité

Dans la figure 32, les participants au groupe de discussion ont été invités à classer l'importance relative du contenu de la formation dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie. Les connaissances les plus importantes souhaitées dans le domaine du tourisme par les participants au groupe de discussion sont classées ci-dessous :

- **Création d'une entreprise liée à l'agriculture, par exemple une chambre d'hôtes** (106 répondants au total, 49 sélectionnés comme premier choix, 6 comme deuxième et 30 comme troisième choix).
- **Calcul de son coût de production et de ses prix de vente** (102 répondants au total, 42 sélectionnés comme premier choix, 24 comme deuxième et 20 comme troisième choix).
- **Gestion de sa communication WEB - réseaux sociaux, site web...-** (87 répondants au total, 28 sélectionnés comme premier choix, 42 comme deuxième et 5 comme troisième choix).

Figure 32. Tourisme et hôtellerie par priorité





Les discussions des groupes de réflexion et des Think tanks révèlent les points suivants au niveau des pays :

Irlande	<ul style="list-style-type: none">• Les connaissances les plus importantes souhaitées en matière de tourisme par les participants au groupe de discussion étaient les réglementations et les responsabilités liées à l'accueil des clients dans les fermes. Le thème de la valeur ajoutée par le tourisme est apparu, ainsi que le service à la clientèle, le marketing, la mise en réseau, le tourisme alimentaire - histoires de cuisine et création d'expériences. Un membre du groupe de réflexion qui travaille dans l'industrie hôtelière a souligné l'importance de l'intelligence émotionnelle dans le tourisme.• Dans l'ensemble, les participants au questionnaire et aux groupes de réflexion ont indiqué un niveau de connaissance du tourisme plus faible, ce qui indique qu'un contenu moins avancé serait utile par rapport à l'agriculture. En résumé, le tourisme est un domaine relativement nouveau pour la plupart des participants et nécessite donc un contenu relativement introductif/moins avancé. Les règlements, la création d'une entreprise d'hébergement ou de restauration, le contenu web, la valeur ajoutée et l'intelligence émotionnelle ont été identifiés comme étant importants pour le tourisme et l'hôtellerie. Dans l'ensemble, les connaissances numériques et réglementaires sont apparues comme des thèmes forts dans les domaines de l'agriculture, de la numérisation, de l'entrepreneuriat et des affaires, du tourisme et de l'hôtellerie.
Espagne	<ul style="list-style-type: none">• Deux membres du Think Tank ont identifié le besoin d'une formation de base en langues pour recevoir des clients étrangers.• En général, les membres du groupe de réflexion ont souligné les réglementations, la création d'une entreprise d'hébergement ou de restauration, la professionnalisation et la connaissance de l'environnement et la différenciation de la proposition de valeur, grâce à des services innovants tels que l'observation des oiseaux, l'astrotourisme, la gastronomie locale et l'écotourisme.
France	<ul style="list-style-type: none">• Le groupe de réflexion a beaucoup partagé sur les compétences à réunir pour avoir une bonne compréhension des différentes réglementations de droit français et/ou européen.
Allemagne	<ul style="list-style-type: none">• Les compétences touristiques qui intéressent le plus les personnes interrogées sont celles liées au marketing ou à l'engagement des clients potentiels : gestion du web, réglementation et comment gérer les réseaux sociaux.• En général, les personnes interrogées ont mentionné la nécessité d'identifier d'abord le modèle commercial et, en fonction de celui-ci, les compétences à développer, car elles peuvent nécessiter des aptitudes différentes.

5.12. Promouvoir la formation

Plusieurs moyens de promotion ont été identifiés par le partenariat RuralFemmes, notamment :

- Le site web des partenaires et les médias sociaux.
- Diffusion dans les médias locaux généraux et techniques : journaux, radio, médias agricoles, etc.
- Réseau de contacts des partenaires et médias sociaux pour promouvoir le cours.
- Les canaux de diffusion des membres du groupe de réflexion.
- Acteurs locaux et régionaux : associations de femmes, institutions ou associations agricoles.
- Prestataires de formation locaux et régionaux.



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



- Envoi direct de courriers électroniques aux femmes participant à la phase de recherche.
- Il convient également d'envisager l'utilisation de matériel imprimé, en accordant une attention particulière à la conception : objectifs d'apprentissage clairs, méthodologie et répartition du temps.

Le rapport allemand a également souligné l'importance de promouvoir le cours d'une manière attrayante, en montrant clairement la motivation réelle des femmes à participer à la formation. La valeur ajoutée du cours par rapport aux autres devrait être clairement mise en évidence. Several ways of promotion were identified by the RuralFemmes partnership, including:

5.13. Recommandations politiques

En plus de ce qui a été commenté dans la section 4.1, plusieurs recommandations politiques ont été soulevées au sein du groupe de réflexion et des discussions du Think Tank, notamment :

- **Conception de la formation et décentralisation pour répondre à la diversité des motivations des femmes rurales.**
- **Intégrer la formation dans le contexte de politiques publiques plus larges de développement rural et évaluer leur efficacité en termes de résultats et de processus.**
- **Il serait également avantageux de prendre des mesures politiques pour surmonter les obstacles pratiques auxquels se heurtent les femmes rurales qui suivent une formation**, tels que les distances et les responsabilités de soins. Il convient de promouvoir la gratuité des cours, des gardes d'enfants ou des bourses de voyage pour les femmes rurales qui suivent une formation.
- **Reconnaissance de l'influence des activités d'apprentissage non formelles et informelles, en adaptant les méthodes aux caractéristiques des petites entreprises.**
- **La promotion des femmes à des postes de direction a également été recommandée** en utilisant la formation comme mécanisme, y compris l'insertion d'une formation sur l'égalité des sexes avec une approche pratique.
- **Encourager l'esprit d'entreprise des femmes rurales**, en favorisant les initiatives politiques visant à surmonter les responsabilités juridiques et les coûts d'assurance qui découragent les femmes rurales de s'intéresser à des activités entrepreneuriales potentielles.



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROJECT

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



- - **Soutien à la politique de mise en réseau et d'association des femmes**, en encourageant le soutien politique à la création de communautés de femmes entrepreneurs rurales et leur coopération par la création de réseaux spécifiques.
- - Analyse de l'impact des politiques publiques en faveur de l'égalité des sexes.

Comme l'indique l'étude du Parlement européen intitulée "Le statut professionnel des femmes rurales dans l'UE", "l'intégration de la symétrie des sexes dans les zones rurales est une obligation dans la conception et la mise en œuvre des stratégies, programmes et projets de développement rural. Pour combler le vide qui existe encore dans les données sur les femmes dans l'agriculture en Europe, en particulier pour les nouveaux États membres, l'enquête, ainsi que la collecte de données, sont des étapes préliminaires importantes dans la mise en œuvre de politiques de développement axées sur la symétrie des sexes, comme l'ont déjà suggéré les chercheurs (Sayadi et Calatrava-Requena, 2008 ; Istenic, 2015)". Ce rapport souligne également, entre autres, les recommandations suivantes :

- Les mesures politiques devraient soutenir les agricultrices qui peuvent jouer un rôle important dans la protection de la biodiversité en utilisant des cultures indigènes et des méthodes agricoles agro-écologiques respectueuses de l'environnement.
- Le rôle des gouvernements est de fournir l'infrastructure sociale et physique qui permet la participation des femmes rurales à des projets et des activités aboutissant à une production, une transformation, un transport et une commercialisation agricoles durables et résistantes au climat.
- Des mesures politiques doivent être élaborées pour respecter les spécificités de chaque État membre, y compris les caractéristiques socio-économiques, démographiques et culturelles des régions rurales et des femmes elles-mêmes (en utilisant autant que possible une approche individuelle).

5.14. Résumé des résultats de la recherche primaire

Tableau 17 résume les principaux résultats obtenus à partir des actions de recherche primaire dans chaque pays:

Tableau 17. Résumé des résultats de la recherche primaire de RuralFemmes

	CIT (IRLANDE)	CDA24 (FRANCE)	INTIA (ESPAGNE)	UHOH (ALLEMAGNE)
Situation socio-économique et culturelle	<ul style="list-style-type: none"> • 35% des répondants au questionnaire étaient âgés de 25 à 34 ans. • Parmi les principaux défis à relever figurent les difficultés pratiques d'accès aux formations existantes, telles que les responsabilités de soins et la géographie. • Outre les problèmes pratiques, le manque d'estime de soi et de confiance en soi a également été cité comme un obstacle à l'accès aux formations. 	<ul style="list-style-type: none"> • La moitié des personnes interrogées ont entre 25 et 44 ans. • 50 % d'entre elles sont des agricultrices. • La moitié des personnes interrogées exercent une activité bénévole. • Les principaux obstacles à l'accès à la formation sont l'éloignement du lieu, le manque d'offre et les horaires inadaptés. 	<ul style="list-style-type: none"> • 45% des répondants avaient entre 35 et 44 ans • Les principaux obstacles à l'accès à la formation sont les responsabilités de soins et la distance géographique, ainsi que l'offre réduite et la faible participation des femmes à la vie publique. • L'utilisation d'une méthodologie appropriée, d'un langage inclusif, de modèles féminins et d'expertes contribue à briser les stéréotypes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les femmes ciblées sont âgées de 35 à 69 ans, dont 80 % ont un diplôme universitaire. • Les femmes ciblées sont pour la plupart salariées ou indépendantes dans des domaines liés à l'agriculture et sont très impliquées dans l'exploitation agricole ou l'entreprise familiale. • Presque toutes les femmes ont accès à l'internet de qualité acceptable.
Expérience en matière de formation	<ul style="list-style-type: none"> • 72,5% des répondants au questionnaire ont suivi une formation quelconque au cours des 12 derniers mois. • La plupart de ces formations étaient liées à l'agriculture. • L'acquisition de nouvelles compétences et l'amélioration de leurs performances professionnelles et de leurs perspectives de carrière ont été les principaux facteurs de motivation. • Le groupe de réflexion a indiqué que la formation devait avoir un avantage spécifique tangible à court et moyen terme pour l'apprenant. • La formation en face à face avec un certain contenu en ligne était le format le plus populaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • 78% ont participé à des formations ou à des journées techniques au cours des 12 derniers mois, dont 94% étaient liées à l'agriculture • Leur principale motivation pour participer à une formation est d'acquérir de nouvelles compétences. • Attente : des objectifs clairs et un contenu répondant à leurs attentes • 50% des répondants souhaitent un mélange de formation en face à face et en ligne • La connectivité Internet est moyenne en Dordogne (zone blanche). 	<ul style="list-style-type: none"> • 63,6 % des personnes interrogées ont suivi une formation quelconque au cours des 12 derniers mois. • La plupart des formations suivies portaient sur divers sujets liés au leadership, à la gestion de projets et à l'économie circulaire, tandis que l'agriculture, en tant que deuxième secteur à acquérir de nouvelles compétences, à exceller et à améliorer la carrière, était un facteur de motivation essentiel. • Pour le groupe de discussion, la formation doit répondre à des besoins spécifiques, être pratique et motivante. • La formation en face à face avec un certain contenu en ligne a été le format le plus populaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • 70 % des répondants suivent généralement des formations dans le but d'acquérir des compétences pour leur emploi et de travailler dans une nouvelle entreprise. La plupart des formations sont liées à l'agriculture. • Les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder à la formation sont à la fois externes et internes. Les difficultés externes sont la distance par rapport aux centres de formation, l'inadéquation des thèmes, des méthodologies ou du calendrier, la mauvaise qualité des infrastructures. • Les obstacles internes sont : la faible disponibilité du temps, la situation financière, le biais d'autosélection.

	CIT (IRLANDE)	CDA24 (FRANCE)	INTIA (ESPAGNE)	UHOH (ALLEMAGNE)
Contenu de la formation demandée	<ul style="list-style-type: none"> • Les répondants au questionnaire ont classé l'agriculture comme la compétence la plus importante, suivie par la numérisation, l'entrepreneuriat, la finance et le tourisme. • La santé et la sécurité, le marketing direct et la finance occupent un rang élevé dans l'agriculture. • Dans le domaine de la technologie et de la numérisation, les applications de bureau (par exemple, ECDL) et les autres applications liées au travail sont hautement prioritaires • La mise en réseau a été considérée comme un aspect important du cours à mettre en avant lors de sa promotion auprès des participants potentiels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les répondants au questionnaire ont classé l'agriculture comme la compétence spécifique la plus importante, suivie par les finances, la numérisation, l'entrepreneuriat et le tourisme. • Les compétences de base identifiées sont les suivantes : personnel/social et apprendre à apprendre, STEM et citoyenneté. Développer la confiance en soi et acquérir une méthodologie pour la recherche d'informations et la gestion de projets semble crucial. • Lier la technologie aux fondements scientifiques et technologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'agriculture a été classée comme la compétence la plus importante, suivie par l'entrepreneuriat/les affaires, la numérisation et le tourisme. • L'agriculture biologique avec une approche agroécologique, l'ajout de valeur aux produits et services, l'horticulture et la diversification et le marketing direct ont occupé une place importante dans l'agriculture. • Dans le domaine de la technologie et de la numérisation, l'utilisation de base d'un ordinateur portable, l'utilisation d'outils numériques et de pages web ont été jugées hautement prioritaires. • La mise en réseau et le partage d'expériences, de projets et d'idées sont des aspects essentiels. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Les thèmes</u> considérés comme importants sont dans cet ordre l'entrepreneuriat, l'agriculture et la numérisation. • <u>Les compétences d'apprentissage de base</u> identifiées sont : les compétences sociales, les compétences numériques et les compétences entrepreneuriales. • <u>Les compétences spécifiques</u> qui devraient être incluses sont : le marketing et la vente directe, la gestion des entreprises agricoles, l'utilisation des outils numériques pour le travail, le développement de nouvelles idées et la gestion des communications en ligne par le biais du web et des médias sociaux. • <u>Les méthodes mixtes</u> combinant présence et présence sur Internet sont préférables. La conception des formations doit avoir des objectifs clairs, un bon programme d'études, de la modularité et de la flexibilité. L'approche méthodologique doit reposer sur trois piliers : un socle théorique commun, une plateforme d'échange et de créativité et une approche d'apprentissage par la pratique.
Recommandations politiques	<ul style="list-style-type: none"> • La principale question politique était de promouvoir davantage de femmes à des postes de direction afin qu'elles servent de modèles aux autres femmes. • Il serait également avantageux de mettre en place des politiques visant à éliminer les obstacles pratiques qui empêchent les femmes rurales de suivre des formations à des distances telles que celles qui sont nécessaires pour s'occuper de leurs enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> • La principale question politique était de promouvoir davantage de femmes à des postes de direction afin qu'elles servent de modèles aux autres femmes. • Il serait également avantageux de mettre en place des politiques visant à éliminer les obstacles pratiques qui empêchent les femmes rurales de suivre des formations à des distances telles que celles qui sont nécessaires pour s'occuper de leurs enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser l'impact des politiques publiques sur l'égalité des sexes. • Promouvoir la formation au genre avec une approche pratique pour les femmes et les politiques. • Créer des communautés de femmes entrepreneurs dans les zones rurales et promouvoir la participation par le biais de réseaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Décentraliser les formations et la conception des formations pour répondre à la diversité des motivations des femmes rurales. • Reconnaître l'influence des activités d'apprentissage non formelles et informelles, en adaptant les méthodes aux caractéristiques des petites entreprises. • Intégrer la formation dans le contexte de politiques publiques plus larges de développement rural et évaluer leur efficacité en termes de résultats et de processus.



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROG

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



6. Conclusions et recommandations

6.1. Succès et limites de la méthodologie

- RuralFemmes a adopté une **approche ascendante** pour développer cette première phase de recherche, dont l'objectif est de parvenir à
 - Une meilleure et plus réaliste compréhension de la situation socio-économique des travailleuses rurales.
 - Une identification plus précise de leurs besoins en matière de formation et d'éducation à prendre en compte dans le programme de formation proposé.
 - Leur implication et leur engagement depuis le début du projet, tout en les motivant à adopter une attitude proactive et positive vis-à-vis de l'éducation et de la formation, tout en leur donnant confiance.
- Les actions incluses dans cette méthodologie de l'Output 1 intellectuel consistaient en (i) deux questionnaires adressés aux femmes rurales, (ii) un groupe de discussion/entretiens bilatéraux avec des représentants du groupe cible et (iii) des réunions avec des experts clés travaillant dans le domaine du soutien aux femmes rurales (groupes de réflexion sur le soutien régional aux femmes rurales). Cette méthodologie **n'a pas été conçue pour être statistiquement** représentative. Il s'agissait plutôt d'un **processus qualitatif et participatif visant à fournir un ensemble d'idées et de recommandations qui peuvent être utiles pour une meilleure conception et mise en œuvre d'un programme de formation sur mesure** axé sur les femmes rurales.
- Au cours de la mise en œuvre de ce processus de recherche, le consortium a dû faire face à plusieurs défis lors de l'exécution de certaines tâches en raison de **l'épidémie de COVID-19**. Dans ce cadre, les partenaires ont convenu de mettre en ligne certaines des actions en face à face, ce qui, à certains égards, a facilité un engagement plus large avec le groupe de réflexion et le groupe de réflexion. Cette décision, bien qu'elle ait été efficace et réussie, a également posé quelques obstacles supplémentaires, car dans certains cas, il n'a pas été possible d'organiser des sessions multilatérales. En tout état de cause, aucune difficulté technique majeure n'a été identifiée par les partenaires en termes de manque d'accès à Internet ou de compétences numériques de base, ce qui a entraîné une baisse significative des invitations à participer aux sessions du groupe de réflexion et/ou du groupe de discussion.



6.2. Contenu et structure de la formation suggérée

- Le programme de formation conçu doit être **transnational et transférable**. Cela signifie que les modules proposés doivent être communs et utiles pour tous les pays participant au projet, ainsi que pour les autres pays de l'UE, dans la mesure du possible. Le caractère universel du programme pourrait être complété par certaines particularités locales/nationales, si nécessaire (par exemple, des questions de réglementation/loi). Pour ce faire, le programme de formation proposé devrait **être très large en termes de conception et très souple en termes de livrables**. Plusieurs options sont proposées ci-dessous pour structurer le programme de formation.
- - Comme expliqué dans la section 2.3 du rapport, le **programme de formation proposé doit combiner à la fois (i) des compétences transversales de base** (compétences clés de l'UE) et (ii) **des compétences techniques** (à savoir, la numérisation de l'agriculture, l'esprit d'entreprise et le tourisme et l'hôtellerie).
- **Compétences transversales.** Les compétences personnelles, sociales, d'apprentissage et numériques sont les compétences clés sélectionnées comme étant les plus importantes à inclure dans un cours de formation (placées dans le top 3 des trois pays partenaires), suivies par ordre d'importance par la citoyenneté, l'alphabétisation et les STEM, l'esprit d'entreprise, la sensibilisation et l'expression culturelles et le multilinguisme.

KEY COMPETENCES	FINAL RANKING	France (CDA24)	Ireland (CIT)	Spain (INTIA)	Germany (UHOH)
Personal, social & learning to learn	1 st	1 st	1 st - 3 rd	4 th - 5 th	1 st - 3 rd
Digital	2 nd	4 th	1 st - 3 rd	1 st - 2 nd	1 st - 3 rd
Citizenship	3 rd	3 rd	4 th - 6 th	1 st - 2 nd	4 th
Literacy	4 th	5 th	4 th - 6 th	3 rd	8 th
STEM	5 th	2 nd	4 th - 6 th	7 th - 8 th	5 th - 7 th
Entrepreneurship	6 th	7 th - 8 th	1 st - 3 rd	4 th - 5 th	1 st - 3 rd
Cultural awareness & expression	7 th	6 th	7 th	6 th	5 th - 7 th
Multilingual	8 th	7 th - 8 th	8 th	7 th - 8 th	5 th - 7 th

- Afin d'inclure les compétences clés dans le programme de formation proposé, les partenaires sont invités à envisager certaines options :
 - a) Concevoir des modules séparés pour aborder les compétences clés, ce qui est particulièrement conseillé dans le cas des plus exigeantes, à savoir : les compétences personnelles, sociales et d'apprentissage et les compétences numériques.



- b) Être dispensés de manière auxiliaire/complémentaire dans le cadre des compétences techniques "de base" et donc être enseignés de manière transversale. À cet égard, les partenaires doivent clairement indiquer dans les résultats d'apprentissage du programme comment ces compétences peuvent être acquises et sélectionner les techniques de formation appropriées à mettre en œuvre.
- c) Un mélange des deux options précédentes : certaines des compétences pourraient être délivrées sous forme de modules séparés, tandis que les autres pourraient être incluses en tant que résultats d'apprentissage auxiliaires lors de la délivrance des compétences techniques.
- **Compétences techniques.** En ce qui concerne les compétences fondamentales/techniques, le tableau suivant résume le classement global de ces compétences en termes d'importance accordée par les quatre pays du projet, ainsi que les sujets clés identifiés dans chaque compétence :

LES COMPÉTENCES TECHNIQUES	LES PRINCIPAUX SUJETS À TRAITER
1. Agriculture	<ul style="list-style-type: none">● L'agriculture biologique● Diversification des cultures/Diversification de la production● Santé et sécurité alimentaire● Marketing et ventes directes● Transformation/diversification des produits● Comptabilité/Finances
2. Technologie/Digitalisation	<ul style="list-style-type: none">● Use of digital tools for work -e-commerce, e-government, e-teams-● Ability to use main computer applications, Word, Spreadsheets, Database● Understanding of opportunities and potential risks of the internet and communication● Skills in the use of computers/laptop/tablet
3. Entrepreneuriat / Entreprises /Finances / Comptabilité	<ul style="list-style-type: none">● Recherche de financement et analyse de la rentabilité de votre entreprise ou de votre projet.● Développement de nouveaux projets / activités.● Compétences administratives - salaires, financement de la PAC par l'UE, déclarations fiscales, etc.● Connaissances en matière de réglementation.
4. Tourisme/Hospitalité	<ul style="list-style-type: none">● Création d'une entreprise liée à l'agriculture.● Calcul de son coût de production et de ses prix de vente● Gestion de sa communication WEB -réseaux sociaux, site web...-



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



- Le classement des compétences techniques et des sujets clés doit être pris en compte lors de la distribution du volume de contenu et du nombre de sessions/leçons à dispenser dans le cadre du programme de formation RuralFemmes. Une fois de plus, les partenaires sont invités à prendre en considération les options suivantes :
 - a. A) Organiser le programme de formation en 4 itinéraires/pistes de formation différents, couvrant chacun des quatre compétences techniques (a) Agriculture, b) Numérisation, c) Entrepreneuriat et d) Tourisme et hôtellerie). Comme les quatre compétences techniques sont pertinentes en termes de formation, les partenaires sont invités à les inclure toutes dans la conception du programme de formation. Toutefois, cela ne signifie pas que les quatre parcours techniques doivent être obligatoires pour tous les participants, car ils pourraient être intéressés par l'un d'entre eux. En termes de prestation, les partenaires peuvent également mettre en œuvre certains d'entre eux, en fonction du profil de leurs participants. Toutefois, à des fins d'évaluation, il serait souhaitable que les quatre parcours soient mis en œuvre dans au moins un pays chacun.
 - b. B) Diviser le programme de formation en modules obligatoires et optionnels mais en incluant certains contenus des quatre compétences techniques comme obligatoires. Les modules obligatoires doivent être dispensés dans les quatre pays et inclure des sujets des quatre compétences techniques, tandis que les modules optionnels peuvent ne s'appliquer que dans certains pays, en fonction de l'offre et du choix fait aux participants.
 - c. Les deux options proposées permettent de créer un menu "à choisir" pour les participants et pour les autres pays souhaitant mettre en œuvre le programme de formation, ce qui augmente leur caractère transférable mais facilite également la prise en compte des exigences propres à chaque pays.
- Structure granulaire et modulaire. Comme le soulignent certains rapports, la structure de la formation devrait être "modulaire" afin de minimiser l'engagement nécessaire à chaque unité d'apprentissage et de la rendre moins intimidante ou décourageante.



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROG

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



6.3. Principales caractéristiques et modalités du programme de formation proposé

- **Promotion efficace de la formation.** Les partenaires doivent faire une promotion efficace du cours afin d'atteindre un nombre équitable de participants engagés. À cette fin, les partenaires sont encouragés à :

- o Identifier et utiliser les bons canaux de communication pour atteindre le public cible : site web et réseaux sociaux, réseaux de membres de groupes de réflexion, contact direct avec les participants à la recherche, les acteurs locaux et régionaux, les médias locaux, etc.

- o Représenter le matériel promotionnel imprimé dans les différentes langues des partenaires (par exemple, brochure, dépliant), en accordant une attention particulière à leur conception efficace en termes de format (bien conçu et esthétiquement attrayant) et de contenu (résultats d'apprentissage clairs, structure et calendrier des cours).

Profil d'âge. Si l'on examine le profil d'âge des femmes participant au premier questionnaire, près de 80 % des répondantes avaient entre 25 et 55 ans, plus de la moitié d'entre elles ayant entre 35 et 55 ans dans tous les pays. Bien que le programme de formation ne doive pas se limiter à cette tranche d'âge, un cours de formation s'adressant à cette tranche d'âge de femmes constituerait probablement une offre nouvelle et pourrait potentiellement répondre à un important besoin non satisfait.

- **Une formation innovante, pratique et motivante a été jugée importante. Elle devrait comprendre des modules d'apprentissage par l'expérience, de pair à pair, d'apprentissage par la pratique et des pédagogies d'échange de pratiques.** Les partenaires sont encouragés à concevoir un programme de cours dont l'application pratique dans la vie quotidienne et professionnelle est claire pour les femmes rurales. En même temps, le cours doit être inspirant et motivant pour assurer un bon engagement. Dans le scénario, plusieurs recommandations sont proposées :

- o **Sélection de méthodes d'apprentissage innovantes.** Le contenu doit être **pratique, répondre à des besoins spécifiques et être applicable à leurs intérêts.** Dans ce cadre, il est conseillé aux partenaires d'abandonner les méthodes traditionnelles au profit de techniques d'apprentissage qui favorisent l'apprentissage actif et coopératif des participants. Cela pourrait inclure des études de cas, la résolution de problèmes, l'apprentissage par projet, des visites d'étude, des présentations, des débats, etc.



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



- Le programme de formation doit également être **motivant, inspirant, soutenir des objectifs ambitieux et viser à renforcer l'estime de soi et la confiance en soi**. L'inclusion d'exemples de modèles pertinents devrait inspirer et responsabiliser les participants à la formation. En outre, la mise en réseau a été jugée susceptible d'être un aspect important du cours à souligner lors de sa promotion auprès des participants potentiels qui peuvent être confrontés à l'isolement rural.
- **L'apprentissage mixte**, qui combine des supports pédagogiques en ligne et des possibilités d'interaction en ligne avec des cours dispensés en classe, semble être le moyen le plus approprié pour dispenser le programme de formation RuralFemmes. Cette option, choisie comme la préférée dans tous les pays tant pour le groupe cible que pour les experts participant au groupe de réflexion (voir section 5.8), semble être la plus plausible pour obtenir un engagement mais aussi une flexibilité et réduire les déplacements nécessaires.
- **Intégration de composants virtuels et de technologies**. L'intégration de la technologie dans l'expérience d'apprentissage est essentielle, car la culture informatique et les compétences numériques sont de plus en plus fondamentales. En outre, comme indiqué au point précédent, la formation mixte a été identifiée comme le choix le plus approprié pour dispenser le programme de formation proposé, ainsi que comme une solution efficace dans le contexte actuel d'urgence sanitaire. Elle facilitera également l'échange d'expériences et la création de liens entre les participants de différents pays par le biais de projets de collaboration ou d'échanges, si la barrière de la langue peut être surmontée. Le tutorat virtuel peut également être conseillé. Toutefois, des facilités doivent être fournies aux participants ainsi que des compétences de base pour compléter ou participer à la formation à distance et/ou à l'utilisation de la technologie dans le cadre des sessions de formation.
-
- **Flexible et accessible**. La formation proposée doit être gratuite ou peu coûteuse, courte, flexible (manque de temps) et accessible (commodité). Cela impliquerait ce qui suit :



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PRO

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



- Un cours court et flexible éveillera la curiosité pour la formation, sera considéré comme une opportunité et encouragera la participation à des cours de formation continue. Il sera donc essentiel de **favoriser la motivation** et une attitude proactive à l'égard de l'éducation et de l'apprentissage.
 - Les rôles multiples des femmes (manque de temps pour s'occuper des enfants ou des responsabilités ménagères), la géographie et la mobilité, ainsi que le manque de confiance en soi/la faible estime de soi, ont été identifiés comme des défis majeurs empêchant les femmes rurales d'accéder à la formation (voir section 5.4). Le fait de pouvoir la combiner avec d'autres activités et leurs obligations quotidiennes sera déterminant pour la participation du groupe cible. Il sera donc crucial de fixer **un calendrier de formation adapté et flexible et de promouvoir et faciliter leur participation**. Parmi les propositions identifiées dans le rapport des partenaires, on peut souligner : faciliter les déplacements des participants et leur fournir des services de garde d'enfants, organiser des sessions en face à face le week-end et dispenser une formation individuelle.
 - **Des contenus/leçons supplémentaires**, volontaires, pourraient également être proposés à ceux qui ont plus de temps à consacrer à la formation.
-
- Le recrutement ou la sélection des bons formateurs sera essentiel pour favoriser non seulement la motivation, mais aussi l'estime de soi et la confiance en soi, deux des éléments clés identifiés dans plusieurs des rapports des partenaires. En ce sens, les partenaires sont encouragés à sélectionner **des formateurs adaptés au profil des femmes rurales**, ayant l'expérience nécessaire pour travailler avec elles. Par conséquent, les cours de formation doivent être dispensés par des formateurs qualifiés, avec une représentation équitable des femmes, avec une expérience pratique et des compétences techniques spécifiques, engagés et intéressés et ayant l'expérience du travail avec le public cible. Les qualités essentielles à prendre en compte sont notamment d'être à l'écoute et de soutenir les participants, d'encourager l'engagement, la capacité d'adaptation, d'aborder la formation de manière stratégique, sont des facteurs clés de succès. L'intégration d'un langage inclusif et de coachs féminins experts pour aider à briser les stéréotypes de genre est également considérée comme essentielle. Par conséquent, **en plus de l'expertise technique requise, les aspects sociaux et psychologiques, tels que l'engagement des formateurs, le coaching/mentoring et l'inclusion de modèles dans la formation, doivent être soigneusement pris en compte.**



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



- **Résultats d'apprentissage clairs, critères d'évaluation transparents et possibilité de reconnaissance des diplômes.** Conformément au caractère pratique du programme de formation RuralFemmes proposé, les partenaires sont invités à fournir des informations claires et précises aux participants sur ce qu'ils gagneront ou acquerront s'ils participent à la formation. Dans ce cadre, les partenaires sont encouragés à :
 - Développer un cadre d'évaluation précis et transparent, c'est-à-dire des approches et des outils qui permettent de déterminer dans quelle mesure un apprenant réussit à développer les résultats d'apprentissage proposés dans le cadre des compétences du programme. Cette évaluation est importante non seulement pour l'apprenant, mais aussi du point de vue des enseignants, et contribuera également à affiner le programme pour les prochaines éditions.
 - Informer les participants bien à l'avance des acquis de l'apprentissage qu'ils sont censés acquérir grâce à la formation (c'est-à-dire, comme suggéré, depuis la promotion du cours).
 - Même si, dans la plupart des pays, ce n'était pas un problème majeur, une certaine accréditation informelle (c'est-à-dire un diplôme) pourrait être souhaitable, afin que les apprenants puissent obtenir une plus grande reconnaissance et une meilleure récompense pour leur participation.



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROC

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



7. References

- Council Resolution on a renewed European agenda for adult learning (2011/C 372/01)
[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32011G1220\(01\)&from=EN](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32011G1220(01)&from=EN)
- Council Recommendation of 22 May 2018 on key competences for lifelong learning (2018/C 189/01)
[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018H0604\(01\)&from=EN](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018H0604(01)&from=EN)
- COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT Accompanying the document Proposal for a COUNCIL RECOMMENDATION on Key Competences for Lifelong Learning SWD (2018) 14 final
<http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-5464-2018-ADD-2/EN/pdf>
- Key competences for lifelong learning, European Union, 2019
<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/297a33c8-a1f3-11e9-9d01-01aa75ed71a1/language-en>
- Rural women in Europe, Council of Europe, 2020.
<http://www.assembly.coe.int/CommitteeDocs/2010/aegadoc422010.pdf>
- Investing in skills for socio-economic empowerment of rural women, FAO, IFAD, ILO, 2010
https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_emp/documents/publication/wcms_150831.pdf
- Report on women and their roles in rural areas, European Parliament, 2017.
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2017-0058_EN.pdf
- Women and their roles in rural areas, European Parliamentary Research Service, 2017.
[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2017/599374/EPRS_ATA\(2017\)599374_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2017/599374/EPRS_ATA(2017)599374_EN.pdf)
- The professional status of rural women in the EU, European Union, 2019.
[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=IPOL_STU\(2019\)60886](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=IPOL_STU(2019)60886)



**RURAL
FEMMI**
ERASMUS+ PROG

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



8. Annexes

- 8.1. Annex I. General Questionnaire spreadsheet database
- 8.2. Annex II. Focus Group Questionnaire spreadsheet database